



**Ensemble, pour un Tchad
pacifique, résilient, inclusif et
prospère en 2026**

Nos Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies au Tchad



Ce bulletin bimestriel d'informations du système des Nations Unies (SNU) est réalisé grâce à la supervision directe de:

-M. Dossou Patrice Ahouansou
-M. Dieudonné Bamouni

Respectivement, Président et Vice-président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).

Coordination:

Dr François Batalingaya,

Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Tchad et Coordonnateur Humanitaire

Collecte d'informations et mise en page :

-Dohou Pascal Ferso

Chargé de communication au Bureau de la Coordination du système des Nations Unies

Avec l'appui de:

-Helen Croux / UNHCR
-Aristophane Ngargoune/UNHCR
-Augustin Zusanne/OCHA
-Anne-Isabelle Leclercq Balde/ UNICEF
-Azoura Digeura/ UNICEF
-Jean Philippe Odinakachi/UNESCO
-Bouchoura Nassir Ousselat / UNESCO
-Joel Tchocke/UNFPA
-Adbel Aziz Ahamdan/ UNFPA
-Eric Djepatarlemgoto / UNFPA
-Asma Achahboun / PAM
-Aristide Djingam / PAM
-Coumba Adama Kamissoko / OMS
-NAISSEM Jonas / OMS
-Estelle Madjilem / FAO
-Mouktar Hlama/ PUNV
-Marion Leila Ruth Harzi/ ONUDC
-Ehounou Tanoh Genevieve / ONUSIDA
-Francois Ndayichimi / ONUSIDA
-Bekoutou Junior Masra / Secrétariat PBF



2026 : Une année charnière pour le Système des Nations Unies

L'année 2026 s'ouvre pour le Système des Nations Unies au Tchad comme un moment décisif, un véritable tournant stratégique. Alors que le pays avance résolument dans la mise en place de ses nouvelles institutions et dans la consolidation de son cadre démocratique, le Tchad doit simultanément faire face à des défis parmi les plus complexes de la sous-région : crises humanitaires persistantes, pressions migratoires intenses, vulnérabilités climatiques accrues et ressources financières en diminution.

Dans ce contexte exigeant, notre mission collective n'a jamais été aussi essentielle. Et notre engagement, jamais aussi attendu.

Cette année 2026, marque **la dernière année de mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) 2024–2026**. Nous devons ensemble au vu des résultats autour de sa mise en œuvre, redoubler d'efforts pour atteindre les résultats auxquels nous nous sommes collectivement engagés, tout en tirant les leçons utiles pour renforcer notre efficacité opérationnelle et notre capacité d'anticipation.

Parallèlement, **le processus d'élaboration du nouveau UNSDCF 2027–2030 est déjà engagé**. Ce prochain cadre de coopération devra être encore plus stratégique, plus ciblé et davantage orienté vers l'impact. Il devra refléter les réalités d'un pays en profonde transformation mais également les ambitions de la Vision nationale d'un Tchad plus connecté, plus résilient et plus prospère.

C'est pourquoi nous veillerons à ce que le UNSDCF 2027–2030 soit **pleinement aligné sur les piliers du Plan national de développement "Tchad**



Connexion 2030". Cet alignement n'est pas seulement une exigence programmatique : il est la garantie que notre action collective reste pertinente, cohérente et solidement ancrée dans les priorités nationales.

Dans un monde marqué par des transformations profondes : - réformes ONU 80, -Humanitarian Reset, - UN 2.0, le Système des Nations Unies (SNU) doit réinventer ses modes de travail, devenir plus intégré, plus efficient et plus innovant. Le recul de l'aide publique au développement, observé en 2025 et se poursuivant en 2026, exige de nous une **priorisation rigoureuse**, une allocation plus stratégique des ressources et un leadership collectif renforcé.

Aucune agence, aucun programme, aucune entité ne peut répondre seule à l'ampleur des défis auxquels le Tchad fait face. **Notre force réside dans notre cohésion, notre complémentarité et notre capacité à agir ensemble.**

2026 : L'année de l'unité, de l'impact et de l'anticipation

Cette année sera l'occasion de :

- ✓finaliser avec ambition et intégrité la mise en œuvre du UNSDCF 2024–2026 ;
- ✓construire, avec le gouvernement et l'ensemble des partenaires, un nouveau cadre de coopération porteur d'espoir et de transformation ;
- ✓renforcer notre présence stratégique au plus près des communautés ;
- ✓consolider la confiance que les autorités, les partenaires techniques et financiers, ainsi que la population, placent dans le Système des Nations Unies.



Dr Francois Batalingaya,
Coordonnateur résident du système des Nations Unies
et Coordonnateur Humanitaire

C'est ensemble dans l'ouverture, la transparence et le leadership partagé — que nous pourrons relever ces défis et saisir les opportunités qui s'offrent au Tchad dans cette période charnière.

Notre responsabilité collective est immense, à un moment où les attentes sont élevées et où les besoins humanitaires, sociaux et économiques dépassent largement les moyens disponibles. Mais c'est précisément dans ces moments de complexité que le rôle des Nations Unies prend tout son sens.

2026 n'est pas une année comme les autres. C'est l'année où nous devons démontrer notre agilité, notre unité et notre capacité à innover. C'est l'année où nous devons préparer l'avenir avec lucidité et ambition. C'est l'année où nous devons affirmer, encore une fois, que le SNU est un partenaire stratégique, fiable et tourné vers l'impact.

Ensemble, nous avons la capacité de soutenir le Tchad sur son chemin vers 2030. Ensemble, nous pouvons construire un avenir plus résilient, plus inclusif et plus prospère pour toutes et tous.



Une nouvelle équipe a l'UNCG

L'UNCG remercie M. Luciano Calestini pour son leadership à la tête du Groupe de Communication



Les membres de l'équipe des communicants des Nations Unies au Tchad adresse ses remerciements à **M. Luciano Calestini**, Représentant de l'UNICEF, pour son engagement en tant que **Président du Groupe de Communication** durant un mandat de **18 mois**.

Sous sa direction, le groupe a renforcé la cohérence de la communication inter-agences, amélioré la visibilité collective du SNU et consolidé les mécanismes de coordination interne.

Son leadership a permis d'impulser une dynamique collaborative qui s'est traduite par :

- une harmonisation accrue des messages et produits de communication ;

- une meilleure planification conjointe entre agences, fonds et programmes ;

- un renforcement des relations avec les médias nationaux ;

- un appui structuré aux initiatives de communication et de plaidoyer du SNU.

L'UNCG remercie chaleureusement M. Calestini pour sa disponibilité, son professionnalisme et la vision qu'il a apportée au Groupe de Communication. Son mandat laisse une base solide pour poursuivre les efforts visant à promouvoir la visibilité et l'impact des actions des Nations Unies au Tchad.



Le Système des Nations Unies au Tchad a le plaisir d'annoncer la nomination de **M. Dossou Patrice Ahouansou**, Représentant du HCR, en tant que **Président du Groupe de Communication des Nations Unies (UNCG)** pour l'année **2026**.

Fort de son expérience approfondie en communication stratégique, gestion humanitaire et coordination inter-agences, M. Dossou apporte à l'UNCG une vision axée sur la cohérence, l'innovation et le renforcement de l'impact collectif des Nations Unies auprès des populations tchadiennes et des partenaires nationaux.

Son mandat s'inscrira dans la continuité des efforts visant à :

- consolider l'approche « One UN » dans les actions de communication et de plaidoyer ;
- renforcer la visibilité des priorités stratégiques du SNU, notamment en matière de réponse humanitaire, de développement durable et de consolidation de la paix ;

- promouvoir une collaboration accrue entre agences, fonds et programmes pour des messages harmonisés et davantage orientés vers les résultats ;
- intensifier les relations avec les médias et les parties prenantes nationales.

Le Système des Nations Unies félicite chaleureusement **M. Patrice Dossou** pour cette nomination et lui souhaite plein succès dans ses nouvelles fonctions. Le SNU se réjouit de travailler sous sa direction pour poursuivre les efforts visant à rendre plus visibles les actions et l'impact des Nations Unies au Tchad.

Cohérence, Anticipation et Partenariats au Cœur de l'Action Collective



L'Équipe Pays des Nations Unies au Tchad a officiellement lancé, les 5 et 6 mars dernier, sa retraite annuelle, un moment stratégique devenu incontournable pour renforcer la cohésion, affiner l'anticipation collective et consolider la planification conjointe au sein du Système des Nations Unies. Pendant deux jours, les Chefs d'agences et l'équipe du Bureau du Coordonnateur Résident se sont réunis afin d'harmoniser leurs interventions autour des priorités nationales, dans un contexte marqué par des défis humanitaires, économiques et

institutionnels persistants.

Un rendez-vous stratégique dans un contexte charnière

Lors de l'ouverture des travaux, le Coordonnateur Résident, **Dr. François Batalingaya**, a souligné l'importance de ce moment collectif, rappelant que :

« Dans un contexte où les besoins n'ont jamais été aussi élevés et les ressources aussi limitées, notre force réside dans notre capacité à agir comme un collectif stratégique. Cette retraite est l'occasion de renforcer notre cohésion, d'anticiper ensemble et de bâtir un Système des Nations Unies

plus agile, plus innovant et pleinement aligné sur les priorités du Tchad. »

La rencontre intervient à un moment déterminant pour le pays, alors que le Tchad a engagé la mise en œuvre de **"Tchad Connexion 2030"**, sa vision nationale de transformation.

Parallèlement, le **Cadre de Coopération UNSDCF 2024-2026** arrive à son terme, ouvrant la voie à la préparation du prochain cycle de coopération 2027-2030. Cette convergence nécessite un alignement renforcé, une planification intégrée et une vision commune renforcée entre toutes les agences.



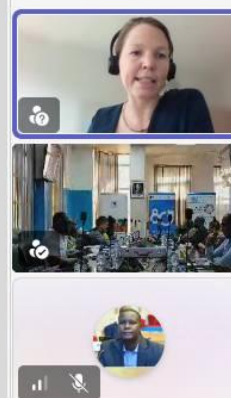
Une deuxième journée dédiée au renforcement des partenariats



SHAPING THE FUTURE TOGETHER GLOBALLY

Reform of Germany's Development Policy

Lea Smidt, German Embassy/ BMZ



La seconde journée de la retraite a été consacrée à un dialogue stratégique approfondi avec les partenaires clés du développement, témoignant de l'importance de la collaboration dans la mise en œuvre des priorités nationales.

Deux sessions majeures ont permis d'approfondir les échanges :

• **La coopération allemande (BMZ)**, représentée par **Mme Lea Schmidt**

• **Le Groupe de la Banque mondiale**, représenté par **M. Farouk Banna**, Représentant Résident

Ces rencontres ont permis d'identifier et d'explorer de nouvelles pistes de collaboration autour de trois axes centraux :

1. Alignement stratégique des priorités de développement

Les discussions ont mis en lumière la nécessité de renforcer la convergence entre les stratégies nationales, les priorités des partenaires techniques et financiers, et les interventions du Système des Nations Unies.

2. Renforcement des synergies entre programmes

Les partenaires ont salué la volonté du SNU de renforcer les complémentarités entre programmes, afin d'éviter les duplications, d'optimiser l'usage des ressources et d'accroître l'impact des interventions.

3. Mobilisation accrue des ressources

Les échanges ont souligné l'urgence de diversifier et d'intensifier la mobilisation des ressources pour répondre efficacement aux besoins croissants des populations, en particulier dans les secteurs humanitaires, social et économique.

Vers une action collective plus forte et mieux alignée

Au terme de ces deux jours de travaux, la retraite a permis de consolider la vision collective du Système des Nations Unies au Tchad et de renforcer les partenariats stratégiques essentiels à la réussite des ambitions nationales. Les engagements pris et les orientations définies ouvrent la voie à une coopération plus agile, plus innovante et plus résolument tournée vers les résultats.

Ces échanges ont également révélé de nouvelles opportunités de collaboration, autant d'atouts qui permettront de maximiser l'impact collectif des interventions au bénéfice des populations tchadiennes et d'accélérer les progrès vers les Objectifs de Développement Durable.

Renforcement de la Protection des Réfugiés dans les Zones Frontalières



La Ministre de l'Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires, **Mme Zara Mahamat Issa**, a présidé une réunion d'urgence réunissant les principaux acteurs humanitaires, en présence du Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire des Nations Unies au Tchad, **M. François Batalingaya**. Cette rencontre de haut niveau avait pour objectif d'accélérer la **mise en œuvre immédiate de la relocalisation des réfugiés** installés dans les sites de transit et sites spontanés situés dans les zones frontalières de **Tiné** et **Adré**.

Une réponse urgente face à la dégradation sécuritaire

Les discussions ont été largement dominées par l'évolution préoccupante de la situation sécuritaire dans ces zones, marquée par des **attaques répétées** ayant entraîné des pertes en vies humaines parmi les populations civiles. La Ministre a rappelé que la **protection des personnes vulnérables**, en particulier les réfugiés et les communautés hôtes exposées aux violences, constitue une **priorité stratégique pour le Gouvernement**.

Elle a insisté sur la nécessité de sécuriser les frontières et d'agir

rapidement pour éloigner les populations réfugiées des zones de danger immédiat, tout en garantissant leur sécurité, leur dignité et l'accès aux services essentiels.

Un engagement renouvelé des Nations Unies

Au nom du Système des Nations Unies, M. François Batalingaya a réaffirmé le **plein engagement de l'ONU** à soutenir le Gouvernement tchadien dans cette phase critique. Il a assuré que l'ensemble des agences humanitaires resteront mobilisées pour :

- **Renforcer la protection** des populations exposées aux risques ;
- **Coordonner la réponse humanitaire** afin d'assurer une prise en charge rapide, harmonisée et efficace ;
- **Mobiliser les ressources nécessaires** pour appuyer les opérations de relocalisation ;
- **Soutenir l'accompagnement technique et opérationnel** du processus, en lien étroit avec les autorités nationales et les partenaires humanitaires.

Ce soutien s'inscrit dans la continuité de l'action du Système des Nations Unies pour la stabilisation des zones frontalières et l'amélioration des conditions de vie des personnes forcées de fuir les violences dans les pays voisins.

Une collaboration renforcée pour répondre aux urgences humanitaires

La réunion s'est conclue par un appel à la **coordination renforcée** entre les autorités nationales, les agences des Nations Unies et l'ensemble des partenaires humanitaires afin d'assurer une relocalisation sûre, planifiée et conforme aux standards humanitaires. Les parties prenantes ont salué l'esprit de collaboration et ont réaffirmé leur détermination à répondre efficacement aux défis croissants.

Le Système des Nations Unies au Tchad reste pleinement mobilisé aux côtés du Gouvernement pour **répondre aux urgences**, protéger les vies humaines et contribuer à la **stabilité des zones frontalières**, dans un contexte régional marqué par des dynamiques sécuritaires complexes.

Une nouvelle avancée dans le processus de paix avec la 3^e réunion du Comité de pilotage du Pré-DDR

Le 03 mars 2026, les autorités tchadiennes et le système des Nations Unies ont franchi une étape importante dans le renforcement de la paix et de la cohésion sociale, à l'occasion de la troisième réunion du Comité de pilotage du projet Pré-Désarmement, Démobilisation et Réintégration (Pré-DDR) tenue à N'Djaména.

Ce programme stratégique, financé par le Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies, est mis en œuvre conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation internationale pour les migrations et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Il constitue une composante essentielle du processus national visant à désarmer, démobiliser et réintégrer les ex-combattants, tout en favorisant la stabilité durable du pays.

La rencontre a été coprésidée par la ministre déléguée auprès du ministère des Affaires étrangères, Fatimé Aldjineh Garfa, et le coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Tchad, François Batingaya. Les deux personnalités ont réaffirmé leur engagement commun à faire du DDR un pilier central de la paix et du vivre-ensemble au Tchad.

« Ensemble, nous avançons vers un programme DDR

crédible, réaliste et porteur d'espoir pour les communautés tchadiennes », a déclaré Dr François Batingaya, soulignant l'importance d'une approche coordonnée et inclusive.

De son côté, Mme Fatimé Aldjineh Garfa a insisté sur la dimension souveraine du processus en déclarant que Le DDR est un engagement du Tchad en faveur de la paix. Avec l'appui de nos partenaires, nous veillons à ce qu'il soit inclusif, transparent et orienté vers des résultats concrets pour nos populations.

Cette réunion stratégique illustre une volonté partagée de bâtir un programme DDR solide, capable de transformer durablement les dynamiques de paix dans le pays. À travers cette initiative, les autorités tchadiennes et leurs partenaires internationaux entendent ouvrir la voie à de nouvelles perspectives de développement et de stabilité pour l'ensemble des communautés.



le Comité de pilotage des projets de consolidation de la paix trace les priorités pour 2026

Réunis le 16 février 2026 à N'Djamena, à l'hôtel Radisson Blu, les membres du Comité de pilotage (COPIL) des projets de consolidation de la paix ont défini les grandes orientations stratégiques pour l'année 2026, dans un contexte marqué par des avancées notables mais aussi des défis persistants.

Autour de la Ministre déléguée en charge de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, Fatima Haram Acyl, et du Coordonnateur résident des Nations Unies, Dr François-Xavier Batalingaya qui ont coprésidé le COPIL, la rencontre a rassemblé représentants gouvernementaux, partenaires techniques et financiers tels que la Banque mondiale l'Union africaine et la Suisse, ainsi que des acteurs de la société civile.

Au cœur des échanges : Un point sur le portefeuille du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF) dont le Tchad bénéficie à nouveau pour la période 2025–2029 tout en focalisant sur ses priorités pour 2026, ainsi que sur la mise en place d'un cadre de partenariat et de mobilisation des ressources visant à soutenir la mise en œuvre effective de la Stratégie nationale de cohésion sociale 2024–2029.

Les participants ont insisté sur la nécessité d'une utilisation « plus stratégique » de ce mécanisme de financement afin de renforcer son potentiel catalytique dans l'actuel

contexte international marqué par la raréfaction des financements. « Il s'agit de maximiser l'impact de chaque intervention », a souligné un participant, évoquant l'importance d'orienter les ressources vers des actions structurantes.

Parmi les priorités retenues figurent le renforcement de l'infrastructure de paix, l'intégration des enjeux de cohésion sociale dans le processus de décentralisation, ainsi que la poursuite des efforts autour du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR), considéré comme un levier clé de stabilisation.

Les échanges ont également mis en lumière plusieurs chantiers urgents, notamment l'adoption politique de la Stratégie Nationale de Cohésion Sociale (SNCS) et la création d'un comité technique chargé du suivi opérationnel des initiatives, ainsi que la révision de l'arrêté constitutif du COPIL afin d'améliorer son efficacité et d'ouvrir sa composition à de nouveaux partenaires notamment la Suisse et l'union Européenne.



Le Fonds pour la consolidation de la paix renforce sa stratégie d'intervention



Le Secrétariat du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) au Tchad a tenu, du 9 au 13 février 2026 à N'Djamena, une retraite stratégique de cinq jours dédiés à l'amélioration de l'efficacité de ses interventions en matière de consolidation de la paix.

Cette rencontre d'envergure a réuni les membres du Secrétariat du PBF ainsi que l'Équipe Paix et Développement (PDAs), autour d'un objectif commun : renforcer la coordination et l'harmonisation de l'appui technique et stratégique apporté aux partenaires nationaux et internationaux. Parmi ces derniers figuraient le Gouvernement tchadien, les agences du système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) et les acteurs de la société civile.

Les échanges ont également mis l'accent sur le renforcement des synergies avec les institutions financières internationales. L'enjeu est de taille : maximiser l'impact des investissements du PBF en favorisant une meilleure coordination des actions et en renforçant les effets catalytiques des financements mobilisés.

Organisée en deux phases, la retraite a d'abord permis, pendant trois jours, aux équipes techniques du Bureau du

Coordonnateur Résident d'approfondir leurs réflexions internes. Les deux derniers jours ont été consacrés aux discussions avec les partenaires du Fonds, dans une démarche résolument participative et inclusive.

Au cours de ces travaux, les participants ont partagé leurs expériences de terrain, analysé les bonnes pratiques en matière de gestion de projets et identifié plusieurs goulots d'étranglement affectant le portefeuille en cours. Ces échanges ont abouti à des recommandations concrètes visant à améliorer l'efficacité et l'impact des interventions.

À travers cette initiative, le Fonds pour la consolidation de la paix réaffirme son engagement aux côtés du Tchad pour soutenir des actions structurantes, fondées sur une coordination renforcée et des partenariats durables, au service d'une paix pérenne.

Groupe UNCG renforce sa communication unifiée pour un impact renforcé en 2026

Les 25 et 26 février dernier, dans les locaux du *World Food Programme* à N'Djamena, la Coordinatrice résidente des Nations Unies par intérim, **Dr Anna Blanche**, également Représentante de l'OMS au Tchad, a officiellement ouvert la **retraite stratégique du Groupe des Communicants des Nations Unies au Tchad (UNCG)**.

Dans son allocution d'ouverture, Dr Blanche a rappelé avec force l'importance d'une **communication cohérente, proactive et innovante**, pleinement alignée à la fois sur les priorités nationales et sur les grands agendas internationaux. Selon elle, la capacité du Système des Nations Unies à amplifier collectivement ses messages et à valoriser ses résultats constitue « un levier essentiel pour renforcer l'impact des actions menées en faveur du développement durable au Tchad ».

Une étape déterminante pour préparer 2026 et au-delà

Cette retraite stratégique marque un moment clé dans la dynamique du groupe UNCG. Elle vise notamment à :

- **dresser le bilan des actions de communication menées en 2025,**
- **fixer les orientations stratégiques communes pour 2026,**
- **préparer la transition vers le futur Cadre de Coopération UNSDCF 2027-2030,**
- **renforcer la visibilité et l'appropriation**

naionale des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Dr Blanche a souligné que la période à venir sera décisive pour améliorer la narration autour de l'action du Système des Nations Unies, mais aussi pour valoriser davantage les résultats concrets obtenus aux côtés du Gouvernement et des partenaires.

Deux jours de collaboration renforcée

Durant deux jours, les communicants des différentes agences onusiennes ainsi que leurs partenaires se réunissent pour :

- **des sessions de réflexion collective,**
- **des ateliers pratiques,**
- **des échanges d'expériences,**
- **et des travaux collaboratifs** visant à harmoniser les approches et les messages.

L'objectif : bâtir une communication **plus stratégique, plus visible et plus impactante**, au service d'un Tchad résilient, inclusif et engagé dans l'atteinte des ODD.

En rassemblant expertises, perspectives et créativité, cette retraite constitue un véritable espace d'innovation collective. Elle illustre la volonté du Système des Nations Unies d'agir avec davantage de cohésion et de clarté dans sa communication, pour mieux accompagner les priorités nationales et répondre aux attentes des populations.



L'engagement des femmes UNV à l'honneur



Le Coordonnateur Résident des Nations Unies au Tchad, **Dr François Batingaya**, a reçu ce jour les volontaires du **Programme VNU** pour une séance d'échanges dédiée à la célébration et à la valorisation de l'engagement des femmes volontaires. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des actions de reconnaissance du rôle crucial que joue le volontariat dans l'atteinte des priorités nationales et des Objectifs de Développement Durable.

Au cours de la session, l'équipe du Programme VNU a présenté au Coordonnateur Résident l'impact croissant du volontariat dans la mise en œuvre des programmes de développement et des activités d'assistance humanitaire à travers le pays. L'année 2026 marque en effet une progression notable de la participation féminine au sein du dispositif VNU au Tchad, avec **47 femmes volontaires, soit 44,34 % des effectifs**

actuellement déployés dans les différentes agences des Nations Unies.

Ces femmes jouent un rôle déterminant dans plusieurs domaines clés, notamment la **santé**, l'**éducation**, la **protection**, la **logistique** et la coordination humanitaire. Grâce à leur expertise, leur engagement et leur sens du service public, elles contribuent activement à répondre aux défis complexes du contexte tchadien. Leur participation renforce la capacité collective du système des Nations Unies à fournir une réponse inclusive, innovante et efficace.

Pour beaucoup de ces volontaires, le volontariat constitue un véritable levier d'**autonomisation**, de **leadership** et de **transformation sociale**. À travers leurs missions, elles développent de nouvelles compétences, renforcent leur confiance en elles et participent

pleinement à la construction d'un avenir plus équitable et durable pour les communautés tchadiennes.

Lors de la rencontre, le Dr François Batingaya a salué l'engagement exemplaire des volontaires et réaffirmé le soutien constant de l'Équipe Pays :

« Le volontariat n'est pas seulement un don de soi ; c'est un moteur essentiel pour atteindre les Objectifs de Développement Durable au Tchad. »

Cette session d'échanges a permis non seulement de valoriser le rôle central des femmes dans le volontariat, mais aussi de renforcer l'engagement commun à promouvoir un cadre de travail inclusif et à soutenir davantage les initiatives visant l'égalité de genre et la participation active des jeunes et des femmes dans toutes les sphères du développement.

L'ONU Tchad et le Ministère de la Communication unis pour la Zéro Tolérance



Un atelier essentiel pour la protection des personnes les plus vulnérables s'est ouvert aujourd'hui à N'Djamena, réunissant **40 journalistes issus de médias publics et privés**. Organisée conjointement par les Nations Unies au Tchad, l'UNICEF Tchad et le Ministère de la Communication, cette formation vise à renforcer les compétences des professionnels des médias sur la **prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA)**.

Cet atelier intervient dans un contexte sensible, marqué par les allégations formulées en 2024 concernant des cas d'abus impliquant des acteurs humanitaires dans l'Est du pays. Face à ces incidents, les partenaires ont réaffirmé la nécessité de **briser le silence**, de renforcer les mécanismes de signalement et de promouvoir une culture de **Zéro Tolérance**.

Des médias au cœur du dispositif de protection

En ouvrant les travaux, le **Coordonnateur résident des Nations Unies au Tchad, Dr François Batalingaya**, a rappelé le rôle

déterminant des journalistes dans la transmission d'un message clair aux communautés :

« L'aide humanitaire est GRATUITE. Aucun abus ne sera toléré. »

Il a souligné que la responsabilité collective consiste à garantir que chaque femme, homme, fille ou garçon bénéficiaire de l'aide soit protégé de toute forme de violence, d'exploitation ou d'abus.

Un partenariat renforcé pour une information éthique et responsable

Le **Secrétaire général du Ministère de la Communication, M. Ali Mahamat Nour**, a salué la collaboration tripartite ainsi que le soutien financier de l'UNICEF Tchad, qui permet de former les journalistes aux principes fondamentaux de la PSEA. Il a insisté sur le rôle incontournable des médias dans la sensibilisation des populations :

« Grâce au financement de l'UNICEF Tchad, ces professionnels des médias deviennent nos alliés stratégiques pour sensibiliser les communautés et veiller à l'éthique sur le terrain. »

Des progrès reconnus dans la lutte contre la traite des personnes, mais des défis persistants

La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, Mme Siobhán Mullally, a salué les progrès importants réalisés par le Tchad dans le renforcement de sa réponse à la traite des êtres humains. Cette déclaration intervient à l'issue d'une visite officielle de dix jours dans le pays.

Au cours de sa mission, qui l'a conduite notamment à N'Djamena, Koumra et Adré, l'experte indépendante a rencontré des autorités nationales, des acteurs humanitaires, des organisations de la société civile ainsi que des personnes affectées par la traite. Pour elle, plusieurs progrès significatifs ont été accomplis par le pays. Parmi eux figurent :

- l'adoption d'une législation spécifique contre la traite des personnes ;

- le lancement d'un plan d'action national ;

- la mise en place d'une Commission nationale dédiée à la lutte contre ce phénomène.

Elle a également salué la solidarité dont fait preuve le Tchad en accueillant plus de **1,5 million de réfugiés** fuyant les conflits et les persécutions dans la région. **« Je tiens particulièrement à saluer le gouvernement tchadien pour l'accueil et l'hébergement de plus de 1,5 million de réfugiés », a déclaré Mme Mullally. « Cette générosité est d'autant plus remarquable que le pays se trouve au cœur de l'une des crises humanitaires les plus complexes et prolongées du Sahel. »**

Des risques persistants pour les populations vulnérables

Malgré ces progrès, la Rapporteuse spéciale a mis en garde contre des défis importants. Le financement international limité de l'action humanitaire au Tchad accroît les risques d'exploitation, en particulier pour les réfugiés et les retournés tchadiens. La traite d'enfants à des fins de travail forcé demeure répandue dans plusieurs secteurs à risque tels que l'agriculture, l'exploitation minière et le travail domestique. Dans certaines zones rurales, des garçons sont vendus à des éleveurs de bétail ou enlevés dans le cadre de conflits communautaires. Les filles et les jeunes

femmes restent également exposées à des formes graves d'exploitation, notamment :

- les mariages précoces, malgré leur interdiction ;

- l'exploitation sexuelle ;

- le travail domestique forcé accompagné de violences physiques et sexuelles.

L'insécurité persistante dans la région du bassin du lac Tchad contribue également à accroître la vulnérabilité des enfants et des jeunes face aux réseaux de traite.

La nécessité d'un soutien international accru

La traite à des fins d'exploitation sexuelle demeure largement sous-signalée, en raison de la stigmatisation, de l'impunité et des difficultés d'accès à la justice. Les femmes migrantes et les femmes vivant en milieu rural sont particulièrement exposées, notamment à la servitude pour dettes et aux restrictions de liberté. Mme Mullally a insisté sur l'importance de renforcer les systèmes judiciaires et de sécurité afin de lutter efficacement contre l'impunité. **« Sans une réforme urgente et complète du secteur de la justice et de la sécurité, les efforts de prévention de la traite continueront d'être vains », a-t-elle averti.**

Elle a appelé la communauté internationale à accroître son soutien aux organisations humanitaires, aux agences des Nations Unies et aux communautés d'accueil afin de mieux prévenir la traite et protéger les personnes les plus vulnérables. La Rapporteuse spéciale présentera ses conclusions complètes et ses recommandations au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.



De l'urgence à la résilience et au développement : Contribution du système des Nations Unies à la paix durable et au développement intégré du Tchad (2023-2026) Par Dr Francois BAtalingaya

Depuis le déclenchement de la crise au Soudan le 15 avril 2023, le Tchad se trouve au cœur de l'une des plus graves crises multidimensionnelles dans la région ces dernières décennies. En moins de trois ans, le pays a accueilli un afflux sans précédent de plus d'un million de réfugiés soudanais et de retournés tchadiens, majoritairement des femmes et des enfants, tout en poursuivant ses efforts de développement et de stabilisation dans un contexte socioéconomique et sécuritaire contraignant.

Exacerbée par les enjeux structurels de développement, cette situation a placé le Tchad parmi les contextes les plus complexes, sollicitant notre capacité collective à répondre de manière coordonnée à l'urgence humanitaire, à renforcer durablement la résilience des communautés et à préserver et promouvoir la paix. Face à cette situation multidimensionnelle, l'action intégrée « humanitaire, développement et paix » du système des Nations Unies (SNU) a démontré une réalité simple mais essentielle : **lorsque les interventions sont coordonnées, cohérentes et entreprises en synergie, elles produisent des résultats tangibles, même dans les contextes les plus difficiles.**

Capitaliser sur l'engagement commun fort entre le SNU et le Gouvernement de la République du Tchad

Le système des Nations Unies au Tchad accorde une importance capitale à l'alignement de ses programmes d'actions et partenariats stratégiques aux priorités nationales définies par le Gouvernement dans le cadre du Plan National de Développement (PND) -

Tchad Connexion 2025-2030. Dans un élan de concertation soutenu avec les acteurs nationaux et locaux, des réponses institutionnelles, politiques, programmatiques et opérationnelles appropriées ont été apportées aux défis de Développement Durable, de Paix, de sécurité humaine, Humanitaire et de Cohésion Sociale tout en visant particulièrement les populations au dernier kilomètre, les plus vulnérables.

L'engagement et le plaidoyer des Nations Unies restent maintenus dans le cadre du dialogue des politiques entre les Partenaires aux Développement et le Gouvernement du Tchad dans la perspective d'une meilleure utilisation de l'aide publique au développement, la mobilisation des ressources endogènes et un partenariat plus ouvert et flexible pour la mise en œuvre impactante du PND-Tchad Connexion 2030 et ses 124 projets structurants.

Stabiliser un choc régional majeur

À la fin de l'année 2025, le Tchad accueillait plus de 1,2 million de personnes déplacées de force, dont près de 900 000 réfugiés soudanais et plus de 340 000 retournés tchadiens, majoritairement des femmes et des enfants. Face à cette pression sans précédent et avec l'appui des Nations Unies et de leurs partenaires, le Gouvernement a pu relocaliser plus de 597 000 personnes depuis des sites spontanés en zone frontalière vers 23 sites d'accueil planifiés, réduisant significativement les risques sécuritaires, sanitaires et de protection, tout en restaurant dignité et espoir.

Parallèlement, le Tchad est devenu un **véritable pôle humanitaire régional**. À la fin de 2025, plus de 2 600 convois transfrontaliers avaient permis d'acheminer près de 4,6 millions de tonnes de cargaisons humanitaires vers le Soudan, atteignant cumulativement plus de 32 millions de personnes. Cet effort logistique exceptionnel, coordonné avec les autorités et les partenaires humanitaires, souligne le rôle stratégique du Tchad pour la stabilité régionale.

Ces résultats ont été obtenus malgré un sous-financement chronique. En 2025, le Plan de réponse humanitaire, pourtant repriorisé, n'était financé qu'à 28 %. Néanmoins, plus de 1,6 million de personnes ont pu être assistées. Ce contraste illustre à la fois l'efficacité opérationnelle et les limites imposées par l'insuffisance des ressources : **chaque dollar compte, mais chaque dollar manquant a aussi un coût en termes de vies, de cohésion sociale et de sécurité.**

Sauver des vies : des résultats sanitaires concrets

L'année 2025 a également démontré l'impact direct d'un financement rapide et flexible. Face à une flambée de choléra, la première depuis plusieurs années liée aux mouvements de population, une mobilisation immédiate des Nations Unies, en appui au Ministère de la Santé publique et de la Prévention, a soutenu la préparation du pays et une réponse nationale coordonnée multisectorielle et multi-acteurs. Plus d'un million de personnes ont été vaccinées en urgence, et l'épidémie qui a duré environ 5 mois a été officiellement déclarée terminée en

décembre 2025.

Certes, plusieurs défis sanitaires demeurent, eu égard aux indicateurs du pays, néanmoins, cet épisode illustre une réalité essentielle : **investir à temps dans la prévention et la réponse d'urgence sauve des vies et évite des crises plus coûteuses demain.**

Protéger les acquis et renforcer la résilience

Au-delà de l'urgence, l'action des Nations Unies s'inscrit dans une vision stratégique fondée sur les enseignements de l'évaluation finale du cadre de coopération UNDAF 2023. Ces priorités ont été pleinement prises en compte dans le nouveau cadre de coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF) 2024-2026, élaboré avec le Gouvernement. Celui-ci s'est concentré à la préservation des services sociaux essentiels et à renforcer les bases de la résilience. Cela est d'autant plus crucial dans un pays où environ 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté et où plus de 80 % des ménages font face à des privations multidimensionnelles.

En partenariat avec les institutions financières internationales, les Nations Unies ont contribué à mobiliser des financements structurants pour répondre aux facteurs de fragilité, tout en accompagnant la redéfinition du Plan National de Développement, **Tchad Connexion 2030**. L'enjeu n'est plus seulement la mobilisation des ressources, mais leur traduction en investissements concrets et inclusifs, notamment dans le capital humain, la résilience climatique et la gouvernance locale.

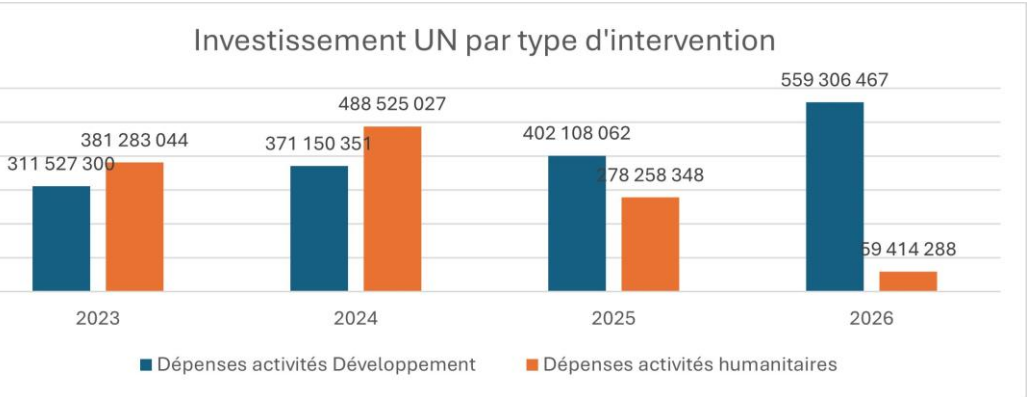
Paix, gouvernance et cohésion sociale : Vers des investissements stratégiques

Les investissements dans la consolidation de la paix restent modestes en volume, mais déterminants par leur impact. Depuis 2023, des initiatives soutenues par les Nations Unies ont contribué à prévenir les conflits liés aux ressources naturelles, à renforcer les mécanismes locaux de médiation et à accompagner les réformes institutionnelles. L’accompagnement des Nations Unies à la transition politique au Tchad d’avril 2021 à mars 2025, s’est traduit par un soutien conséquent au processus de réconciliation nationale. Les acteurs gouvernementaux ont été soutenus dans le cadre des pourparlers de paix, de la réalisation du dialogue national, la mise en œuvre du processus institutionnel et électoral ayant permis la mise en place d’une nouvelle Constitution et la tenue des élections présidentielle, législatives et locales.

Le soutien des Nations Unies se poursuit afin de consolider les acquis de paix, notamment à travers le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) au Tchad, le renforcement institutionnel de la Médiature de la République, et la mise en œuvre effective de la décentralisation. Cette dernière constitue un levier essentiel: elle jette les bases d’une gouvernance locale inclusive, stimule le développement territorial intégré et contribue au renforcement durable de l’État de droit. En 2025, l’appui aux droits humains et à la justice a permis, entre autres, la libération de centaines de détenus et l’adoption de cadres juridiques clés, dont la Stratégie nationale de réconciliation et de consolidation de la paix en lien avec la justice transitionnelle. Ces avancées démontrent que **la stabilité durable passe aussi par l’État de droit, le dialogue et la confiance entre citoyens et institutions.**

2026 : consolider, intégrer et amplifier

Entre 2023 et 2025, le système des Nations Unies a investi plus de 2,2 milliards de dollars au Tchad, (692,8 M\$ en 2023, 863,7 M\$ en 2024, et 684,3 M\$ en 2025).



Cette trajectoire montre un passage progressif de la réponse d’urgence vers des interventions plus intégrées, combinant aide humanitaire, transferts monétaires, services sociaux, résilience et gouvernance. Dans ce cadre, afin d’apporter une contribution plus intégrée pour relever les défis du Tchad, les Nations Unies, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement ont consolidé davantage leur partenariat stratégique pour capitaliser sur leurs atouts respectifs et renforcer leurs complémentarités, en mobilisant une expertise technique et des financements à grande échelle. Ce partenariat s’est également élargi à d’autres acteurs clés du développement, tels que l’Union européenne, les agences bilatérales de coopération, ainsi que les organisations régionales et internationales, afin de favoriser une approche plus coordonnée, inclusive et durable.

Uniquement pour 2026, le système des Nations Unies a déjà mobilisé 621 M\$ qui seront investis dans la résilience et le développement du pays. La priorité est claire : **faire plus et mieux avec des ressources limitées**, en renforçant l’intégration multisectorielle, en ciblant les zones les plus vulnérables et en consolidant les acquis obtenus au prix d’efforts considérables. Le Tchad demeure l’un des contextes les plus fragiles au monde, mais il est aussi un pilier essentiel de la stabilité du Sahel et de l’Afrique centrale. Les enseignements de ces trois dernières années sont sans équivoque : **un engagement international soutenu, cohérent et intégré n’est pas un luxe — c’est un investissement stratégique dans la paix, la résilience et l’avenir commun.**

Le gouvernement et la communauté humanitaire lancent le Plan de réponse humanitaire 2026



Le 5 février 2026, le gouvernement et la communauté humanitaire ont lancé conjointement le Plan de réponse humanitaire (*Humanitarian Needs and Response Plan*, HNRP) 2026. Ce plan met l'accent sur 4,5 millions de personnes dans le besoin et vise à fournir une aide humanitaire à 3,4 millions d'entre elles, qui sont les plus vulnérables.

Pour répondre à ces besoins, le gouvernement et les acteurs humanitaires demandent 984,2 millions de dollars américains à la communauté internationale, dont 620,2 millions pour répondre aux

besoins les plus urgents.

Une nouveauté est que l'avant-propos du HNRP est cosigné par la ministre des Affaires humanitaires et le Coordinateur humanitaire, et que plusieurs ministres étaient présents à la cérémonie de lancement. Cela démontre l'engagement clair du gouvernement à garantir l'appropriation de la réponse humanitaire.

Le rôle d'OCHA dans la conduite du processus du Cycle de programmation humanitaire 2026 et l'organisation du lancement du HNRP a été très apprécié.

Bilan: Une réponse humanitaire sous tension en 2025

En 2025, le Tchad a traversé l'une des années humanitaires les plus éprouvantes de la décennie. Entre épidémie, insécurité persistante, déplacements massifs et sous-financement chronique, les acteurs humanitaires ont fourni l'aide dans un contexte multiforme où l'urgence était permanente dans un environnement de réduction financière importante.

Ce bilan de la réponse humanitaire 2025 met en lumière les défis, les progrès et les secteurs qui ont le plus peiné à répondre aux besoins croissants des populations vulnérables. Sur les 7 millions de personnes dans le besoin, 3,4 millions des 5,5 millions personnes ciblées ont finalement été assistées (63% de la cible repriorisée).

Des crises multiples et pressions humanitaires

La réduction drastique des financements par certains donateurs traditionnels fait partie des éléments majeurs qui ont contribué aux pressions humanitaires. L'un des événements majeurs de l'année reste l'épidémie de choléra déclarée le 13 juillet 2025, touchant cinq provinces : Ouaddaï, Sila, Guéra, Hadjer-Lamis et Barh El Gazel. Le bilan fait état de 2 979 cas et 167 décès, soit un taux de létalité alarmant de 5,61%. Cette situation a mis une pression considérable sur des services de santé et d'eau, hygiène et assainissement, déjà fragilisés. Finalement, l'épidémie a pu être contrôlée à la fin de l'année, avec la déclaration de la fin de l'épidémie par le gouvernement.

Au-delà de la crise sanitaire, le pays a également fait face à une détérioration accrue de la sécurité alimentaire, des déplacements internes liés aux conflits

communautaires dans le Sud et aux attaques de groupes armés dans le Lac, un afflux massif de réfugiés et retournés du Soudan vers l'est du pays (Ouaddaï, Wadi Fira, Sila, Ennedi Est), des capacités d'accueil désormais saturées. En 2025, le Tchad a accueilli plus de 230 000 nouveaux réfugiés soudanais sur les 900 000 reçus depuis avril 2023.

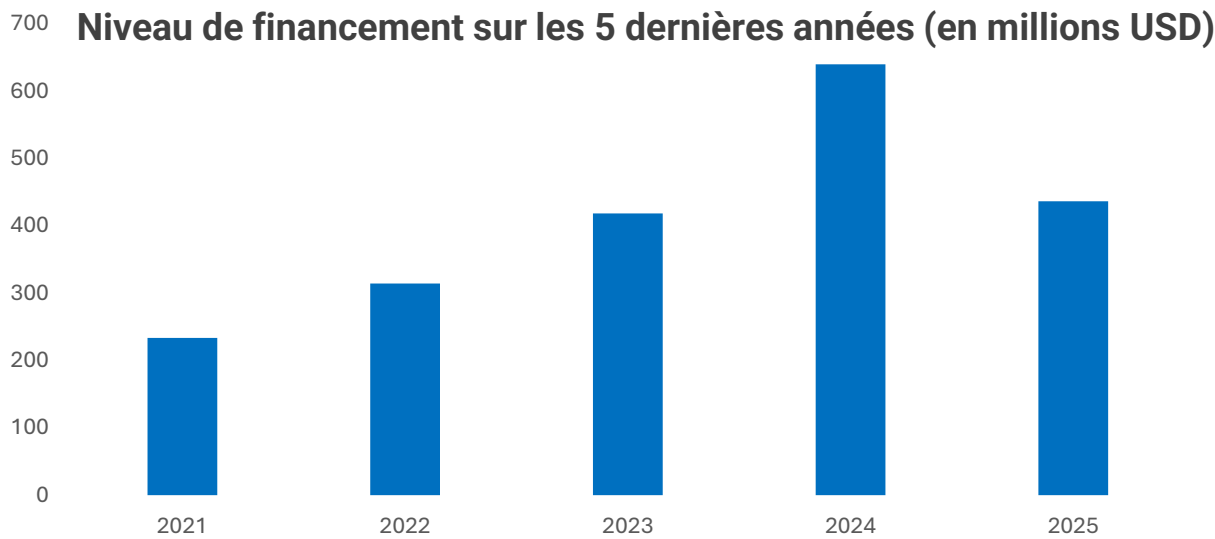
Un financement dramatiquement insuffisant

Le Plan de Réponse Humanitaire 2025 n'a été financé qu'à 29,3%, soit 425,9 millions de dollars américains sur les 1,454 milliard requis. Un net recul du niveau de financement comparé aux années précédentes et un des pires résultats de ressources mobilisées pour la réponse humanitaire. Néanmoins, si l'on considère le volume de ressources mobilisées, l'année 2025 est la deuxième année la mieux financée sur le quinquennat.



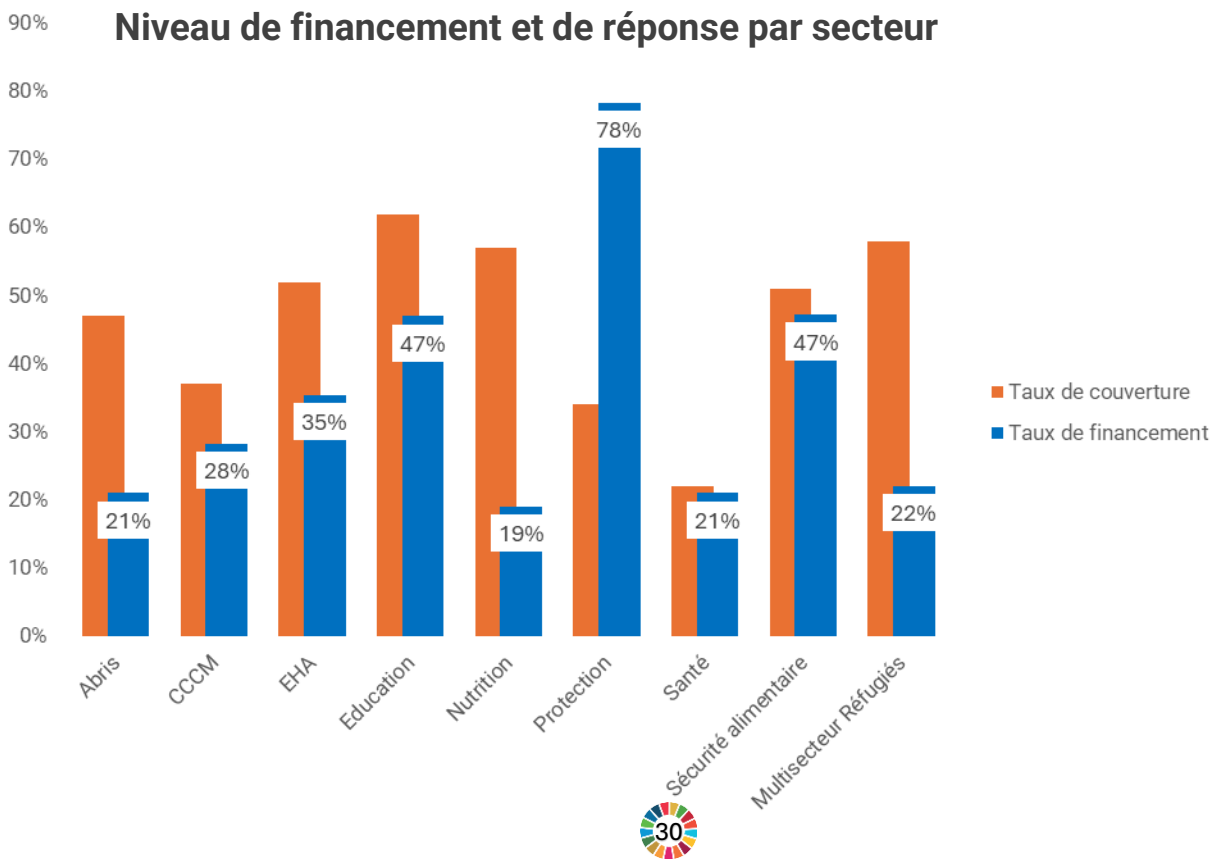
En 2024, la communauté humanitaire avait requis 1,125 milliards de dollars pour répondre aux besoins prioritaires de 4,6 millions de personnes affectées parmi les 6 millions dans le besoin. De cette enveloppe, 57% ont été reçus. Et l'année

d'avant (2023), le HNRP, d'un montant de 920,6 millions a pu mobiliser 35% des fonds requis pour répondre aux besoins de 5,2 millions de personnes les plus vulnérables parmi les 7,6 millions dans le besoin.



Cette contraction financière a forcé les équipes à recentrer leurs interventions essentiellement sur les services vitaux. Ainsi, en termes de financement, la

protection et l'éducation sont les secteurs les mieux financés, avec plus de 50% de fonds reçus.



Défis structurels persistants

La réponse humanitaire a fait face à plusieurs obstacles majeurs, à savoir la baisse de la présence humanitaire sur le terrain, liée à la réduction drastique des financements par certains donateurs traditionnels en février -mars 2025 et la fermeture de bureaux de certaines agences et organisations au sud. Les financements rigides et retardataires ainsi que la faible capacité de rapportage ont aussi limité les actions des acteurs humanitaires. Certaines contraintes administratives limitent l'accès humanitaire, pendant que l'insécurité persistante, la saturation des sites d'accueil et la baisse de la desserte des vols humanitaires (UNHAS), compliquent l'accès aux zones prioritaires.



Des avancées notables malgré tout

Quelques progrès significatifs ont marqué l'année 2025, entre autres une meilleure coordination avec le gouvernement, une réduction du délai des autorisations de circuler, une relocalisation de réfugiés vers des sites conformes aux normes humanitaires, et une attribution de nouveaux sites d'accueil.

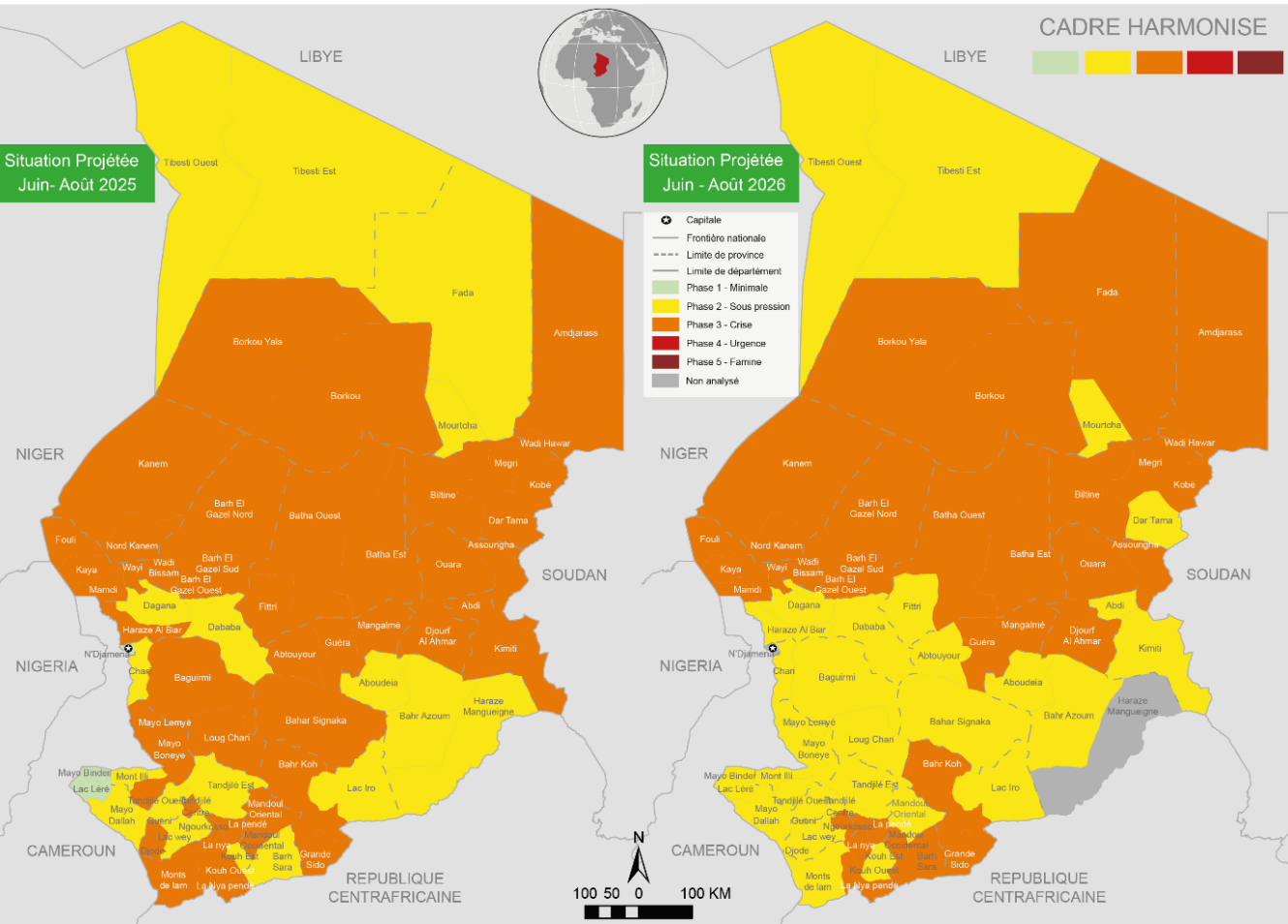
Légère baisse de l'insécurité alimentaire au Tchad

Après avoir conduit l'analyse du Cadre Harmonisé (période de novembre 2025) pour évaluer la situation alimentaire et nutritionnelle au Tchad, le Comité d'Action pour la Sécurité Alimentaire et la Gestion des Crises (CASAGC) en a présenté les résultats au Premier ministre, le 11 décembre 2025.

Selon ces résultats, 1,93 million de personnes sont dans une insécurité alimentaire aiguë (phases 3-5) pendant la période actuelle (octobre-décembre 2025), alors que 2,8 millions de personnes se trouvaient dans cette situation en 2024. On

estime que 2,98 millions de personnes pourraient se retrouver dans cette situation au cours de la période projetée (juin-août 2026), contre 4,2 millions en (juin-août) 2025.

Situation comparative entre 2024 et 2025 en période projetée



Une situation alimentaire globalement satisfaisante

La production céréalière est estimée provisoirement à 2,98 millions de tonnes, soit une augmentation de 9,9 % par rapport à 2024 et de 9 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette estimation ne prend pas en compte les récoltes issues des cultures de contre-saison dont les données pourraient être disponibles en février 2026.

La hausse de la production céréalière est attribuée à une pluviométrie globalement favorable, bien que des irrégularités aient été observées dans la zone soudanienne, d’habitude qualifiée de grenier céréalier du pays. Les départements de Barh-Sara (Moyen Chari), Nya Pendé (Logone Oriental) et Guéra sont actuellement en phase de crise. En novembre 2024, plus de 10 départements à l’ouest, au centre et au sud étaient dans cette situation. Bien que la situation s’améliore par rapport à 2024, plus de 30 départements pourraient basculer en phase « crise » en période projetée (juin à Aout 2026).

Détérioration de la situation nutritionnelle

Malgré ces améliorations agricoles, la situation nutritionnelle se détériore dans certaines zones. Selon le cluster sécurité alimentaire, les admissions d’enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS) ont fortement augmenté, notamment dans les provinces de Hadjer Lamis (86 %), Moyen Chari (80 %), et Ennedi Est (74 %). Cette hausse est liée à l’afflux de déplacés et se justifie par une meilleure couverture des activités nutritionnelles.

Ces situations nécessitent une réponse appropriée pour sauver la vie des enfants sévèrement malnutris.

Des facteurs qui agissent sur la sécurité alimentaire

La situation pastorale est également bonne actuellement grâce à des conditions climatiques propices, malgré des déficits localisés dans certaines zones sahéliennes. Les marchés sont bien approvisionnés en produits locaux, mais l’offre en produits importés reste perturbée par les crises sécuritaires et la hausse des coûts de transport. Les prix des céréales connaissent une baisse significative pour certaines espèces (mil -19 % à Ati, sorgho -10 % à Moundou), tandis que le riz importé flambe (+74 % à Abéché). Les prix du bétail sont en hausse, améliorant les termes de l’échange en faveur des éleveurs.

Actions recommandées pour améliorer la situation

Dans les zones où la situation nutritionnelle s’est détériorée, le CASAGC suggère le renforcement des programmes de prévention et de prise en charge de la malnutrition. Une surveillance accrue dans les zones accueillant des réfugiés est de mise. En vue de soutenir les réserves alimentaires des ménages, il est demandé au gouvernement de reconstituer les stocks stratégiques de l’ONASA. Le Gouvernement, avec l’appui de ses partenaires, devra développer des actions durables pour réduire la vulnérabilité des populations.

Crise humanitaire à l'Est du Tchad : L'UNFPA renforce son plaidoyer de terrain pour une réponse d'urgence accrue



Face à l'exacerbation de la crise humanitaire à l'Est du Tchad, l'**UNFPA** a conduit une mission stratégique dans les camps d'Iridimi et de Goudran (Province du Wadi Fira). Cette descente, menée par la Représentante, vise à évaluer la situation des populations affectées et d'explorer les pistes de solutions appropriées pour soulager leurs souffrances..

Le dialogue direct entrepris avec les femmes et les filles réfugiées a permis de mesurer l'ampleur de cette urgence humanitaire et les défis liés à la protection et à l'accès aux soins. Le constat est sans appel : les services de santé de la reproduction et de prise en charge des violences basées sur le genre (VBG) subissent une

pression critique.

L'**UNFPA** salue le dévouement des partenaires de première ligne qui maintiennent des services vitaux dans un contexte sécuritaire et financier complexe. Pour l'organisation, le renforcement immédiat des capacités et des financements est impératif pour garantir la continuité des interventions.

Conformément au Plan de Réponse Humanitaire, l'**UNFPA** réitère son engagement à protéger la dignité des plus vulnérables. L'organisation appelle la communauté des donateurs et l'Équipe de Pays Humanitaire à une mobilisation collective pour

une mise à l'échelle durable des services de santé sexuelle et reproductive, de lutte contre les VBG et de soutien psychosocial. L'échange entre la Représentante et les femmes réfugiées a mis en évidence le besoin urgent de soutenir les femmes. Quelques kits mamans sont remis aux femmes ayant des bébés. En remettant ce kit Madame la Représentante a rappelé que **" Chaque femme, où qu'elle se trouve, mérite d'accoucher en toute sécurité et avec dignité. Ce kit représente la protection, et la promesse que même au milieu de l'adversité, l'UNFPA est là pour s'assurer que le miracle de la vie ne soit pas éclipsé par la crise".**

Santé maternelle au Tchad: quand l'UNFPA et l'Hôpital Notre Dame des Apôtres s'unissent!



Au Tchad, les structures de santé confessionnelles jouent un rôle de premier plan dans l'accès aux soins des populations vulnérables. Au cœur de ce dispositif, l'Hôpital Notre Dame des Apôtres (HNDA) de N'Djamena s'illustre comme un modèle de réussite. Grâce à un partenariat stratégique et durable avec l'UNFPA, cet établissement transforme la vision de la santé maternelle en résultats concrets, prouvant que l'alliance entre la religion, engagement communautaire et appui technique est une arme redoutable contre la mortalité maternelle.

Ces initiatives axées sur l'amélioration de la santé maternelle, produisent aujourd'hui des résultats remarquables, se traduisant par un grand nombre de vies sauvées. **Amélioration des services grâce aux équipements médico-techniques de point**

En 2023, la réhabilitation et l'équipement complet de la salle de néonatalogie par l'UNFPA, suivis en octobre 2025 de la

dotation du bloc opératoire et de la maternité en dispositifs médico-techniques de pointe, ont changé la donne. Ces matériels ont été alloués aux services de la maternité, du bloc opératoire et du laboratoire qui sont des unités essentielles dans la prise en charge des femmes enceintes et des nouveau-nés. Ces équipements permettent désormais de gérer des urgences obstétricales complexes qui, autrefois, auraient pu conduire à des issues fatales.

« Les équipements modernes fournis par UNFPA, ont révolutionné notre approche des soins de santé. L'utilisation de ces matériels dans notre salle d'accouchement et dans le bloc a non seulement amélioré la sécurité des mères et des bébés, mais a également renforcé la confiance de la communauté dans notre hôpital. » témoigne Mbaihodji Philémon, surveillant général de l'hôpital NDA. **Des indicateurs de santé maternelle en forte progression,**

Grâce à ces investissements, les indicateurs de l'Hôpital Notre Dame des Apôtres en matière de santé maternelle se sont améliorés de manière significative. Les données actuelles témoignent d'une nette régression des complications liées à l'accouchement et d'une meilleure survie des mères et des nouveau-nés. Selon le surveillant général, les consultations prénatales (CPN) et les accouchements assistés connaissent une hausse considérable. Pour le seul mois de janvier 2026, les données suivantes ont été enregistrées:

- 514 consultations prénatales (CPN) ;
- 101 accouchements assistés ;
- 7 césariennes réalisées avec succès.

Cette montée en puissance des indicateurs reflète une baisse significative des complications liées à l'accouchement. Chaque accouchement assisté et chaque césarienne réussie représentent une victoire directe contre l'objectif de "zéro décès maternel évitable". Selon Mbaihodji Philémon, cette performance s'explique par le renforcement de leurs capacités effectué par UNFPA : *"Cet appui de l'UNFPA a modernisé nos équipements, améliorant ainsi la qualité des soins. L'augmentation du taux de survie maternelle prouve l'impact vital de ce soutien. Nous sommes reconnaissants pour ce partenariat," a-t-il déclaré.*



L'urgence obstétricale maîtrisée : Des vies sauvées au quotidien

Derrière les statistiques se cachent des histoires de familles préservées. Grâce aux nouveaux instruments, les équipes médicales peuvent désormais anticiper et traiter les urgences avec une précision chirurgicale. L'aspect le plus gratifiant de ce partenariat réside dans son impact direct sur la vie des populations. Une sage-femme témoigne en ces termes : *"Les nouveaux instruments et fournitures nous permettent de détecter et de traiter rapidement des complications qui, auparavant, auraient pu mettre en danger la vie des mères ou des bébés. Chaque jour, je vois l'impact direct de ces ressources sur le sourire des femmes enceintes et des mères que nous libérons avec leurs bébés en bonne santé."*

Au-delà des Soins Obstétricaux : Le CISM et la Réponse aux VBG

La force du partenariat entre l'Hôpital Notre Dame des Apôtres et l'UNFPA

réside également dans sa vision holistique de la santé de la femme. Conscients que la mortalité maternelle est aussi liée au statut social et aux violences subies par les femmes, les deux partenaires ont franchi une étape majeure en 2022.

L'hôpital a mis en place le Centre Intégré des Services Multifonctionnels (CISM). Ce centre est une réponse directe et globale aux besoins des survivant.es de Violences Basées sur le Genre (VBG). Le CISM propose :

- Une prise en charge médicale d'urgence ;
- Un accompagnement psychosocial ;
- Une assistance juridique et une orientation pour la réinsertion.

En intégrant la lutte contre les VBG au sein d'une structure hospitalière confessionnelle, l'Hôpital NDA et l'UNFPA s'attaquent aux racines de la vulnérabilité féminine, garantissant aux femmes un espace sécurisé où leur dignité et leur santé sont protégées.

Un modèle de partenariat fructueux vers l'objectif « Zéro décès maternel évitable »

Le succès de l'hôpital NDA n'est pas une fin en soi, mais un modèle à dupliquer. Pour l'UNFPA, ce partenariat est une pièce maîtresse de sa stratégie nationale : éradiquer les décès maternels évitables au Tchad. En alliant expertise technique et équipements de pointe, l'espoir d'une maternité sans risque devient, jour après jour, une réalité tangible pour les femmes tchadiennes.

L'expérience de l'Hôpital Notre Dame des Apôtres démontre que lorsque les structures sanitaires religieuses reçoivent les ressources adéquates, elles deviennent des leviers de développement sanitaire incontournables. Ce partenariat avec l'UNFPA est la preuve que la synergie entre expertise technique et ancrage moral permet de sauver des vies chaque jour



L'UNICEF met en place l'unité de néonatalogie à Sarh pour renforcer la santé des nouveau-nés au Tchad

L'unité de néonatalogie de l'Hôpital Provincial de Sarh a été officiellement inaugurée, offrant un espace moderne et adapté pour la prise en charge des prématurés, des nouveau-nés malades et des bébés de faible poids de naissance. L'initiative a été rendue possible grâce à l'appui technique et matériel de l'UNICEF. Cette unité est désormais équipée et fonctionnelle, et le personnel médical bénéficie d'une formation spécialisée pour assurer des soins de qualité aux nouveau-nés, répondant ainsi aux standards de santé internationale pour la néonatalogie. Les jeunes patients peuvent ainsi bénéficier d'une prise en charge adaptée à

leurs besoins critiques dès les premiers jours de vie. Le projet a été soutenu financièrement par le Fonds Muskoka pour la santé de la femme et de l'enfant et par le Ministry of Foreign Affairs, Republic of Korea. Cette collaboration illustre l'engagement conjoint de la communauté internationale et du gouvernement tchadien pour renforcer durablement le système de santé maternelle et infantile. Grâce à cette nouvelle unité, le Tchad améliore sa capacité à sauver des vies et à offrir des soins spécialisés aux enfants les plus vulnérables, renforçant ainsi la mission de l'UNICEF de garantir la santé et le bien-être de chaque enfant.



Solidarité Chine-UNICEF : un don vital pour la santé des enfants au Tchad



À l'entrepôt de l'UNICEF de N'Djaména, la première partie d'un don du peuple Chine a été réceptionnée pour soutenir les enfants et les communautés du Tchad. La cérémonie a rassemblé le Ministre de la Santé Publique et de la Prévention, l'Ambassadeur de Chine au Tchad et le Représentant de l'UNICEF au Tchad, témoignant de l'importance de ce partenariat. Ce don comprend des concentrateurs d'oxygène ainsi que divers équipements et matériels médicaux, destinés à renforcer le système de santé national et à améliorer la capacité du pays à répondre aux urgences sanitaires. L'initiative vise particulièrement à protéger la vie des

enfants et à soutenir les structures médicales locales. Les intervenants ont salué ce geste comme un exemple concret de solidarité internationale, rappelant que ce type de collaboration est essentiel pour sauver des vies et améliorer la qualité des services de santé. Le partenariat met en lumière l'importance d'une action coordonnée entre les gouvernements et les organisations humanitaires. Grâce à ce soutien, le Tchad pourra mieux répondre aux besoins sanitaires des enfants et des communautés vulnérables, renforçant la mission de l'UNICEF de garantir santé et bien-être #PourChaqueEnfant.

Mawndoé devient le premier Ambassadeur national de l'UNICEF pour les droits de l'enfant au



L'artiste tchadien Mawndoé Célestin a été officiellement nommé premier ambassadeur national de l'UNICEF au Tchad lors d'une cérémonie organisée le 14 février 2026 à N'Djaména. L'événement s'est déroulé en présence de la Ministre d'État, Ministre de la Femme et de la Petite Enfance, ainsi que de nombreux enfants, adolescents et partenaires. Dans son premier discours, l'artiste a encouragé les enfants, les adolescents et les jeunes à garder espoir et a affirmé son engagement à défendre leurs droits et leur avenir.

Cette nomination intervient après plusieurs années de collaboration entre Mawndoé et l'UNICEF. Depuis 2021, il a participé à différentes initiatives visant à promouvoir les droits des enfants et des

adolescents. Ainsi a-t-il contribué en associant son image et son réseau à la promotion de la vaccination des enfants à travers des campagnes nationales de vaccination, la protection des enfants, des événements régionaux avec des artistes d'Afrique de l'Ouest et du Centre et l'initiative U-Report qui encourage la participation et l'engagement des adolescents et jeunes sur les questions qui les concernent. Le représentant de l'UNICEF au Tchad, Luciano Calestini a salué l'engagement de l'artiste et sa volonté d'utiliser sa notoriété pour soutenir la cause des enfants. Selon lui, sa popularité auprès de la jeunesse peut contribuer à sensibiliser davantage la population aux nombreux défis auxquels les enfants font face au Tchad. L'on peut citer

entre autres l'accès limité aux services essentiels comme la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement, la nutrition et la protection contre les violences. La cérémonie a rassemblé environ 150 invités, dont des enfants, des jeunes, des artistes et des représentants d'institutions. Elle a été marquée par la diffusion d'un clip contre la polio réalisé par Mawndoé avec d'autres artistes, la signature de la charte d'ambassadeur national pour les droits de l'enfant, la remise du t-shirt officiel des ambassadeurs de l'UNICEF, un mini-concert de l'artiste et le lancement de l'hashtag **#PourLesEnfantsAuTchad** afin de mobiliser davantage la jeunesse autour de la cause des enfants.

U-Report Tchad: 2 millions de voix de jeunes célébrées, cap sur 3 millions!

Le Ministère de la Jeunesse et des Sports du Tchad et l'UNICEF ont célébré un jalon important : 2 millions d'adolescents et jeunes, dont 43% de filles, participent désormais à la plateforme U-Report, qui leur permet de faire entendre leur voix sur les questions qui touchent leur vie et leur communauté. Cette réussite a été célébrée lors d'une cérémonie marquée par la présence du Ministre de la Jeunesse et du Représentant de l'UNICEF, ainsi que de nombreux U-Reporters.

Lors de l'événement, les officiels ont souligné un message fort : les adolescents et les jeunes ne sont pas seulement l'avenir du pays, mais représentent le présent. Leur implication active dans les décisions et les initiatives citoyennes est essentielle pour construire un Tchad plus participatif et inclusif. U-Report offre aux adolescents et jeunes une plateforme unique où chaque opinion compte et peut influencer positivement les actions gouvernementales et sociales.

Grâce à ce programme, les jeunes sont encouragés à exprimer leurs idées, participer à des sondages et être acteurs du changement positif dans leur communauté à travers des actions citoyennes "U-Actions" au sein des regroupements appelés "Communautés U-Report". Le pays compte plus de 70 Communautés U-Report réparties sur 20 des 23 provinces du Tchad. Fort de ce succès, le programme vise désormais un nouvel objectif

ambitieux : atteindre 3 millions de U-Reporters au Tchad. L'initiative continue d'inspirer la jeunesse à s'engager davantage, à se faire entendre et à jouer un rôle clé dans le développement et l'avenir de la nation. U-Report est présent dans 105 pays et compte plus de 39,2 millions de U-Reporters. Le Tchad occupe le 6^{ème} rang mondial.



Le SIGE, un pilier stratégique du Programme de Refondation de l'École Tchadienne soutenu par le GPE et l'UNESCO



Dans un contexte marqué par de forts défis éducatifs, le Tchad a entrepris une transformation structurelle de son système éducatif à travers le Programme de Refondation de l'École Tchadienne (PRÊT). Au cœur de cette réforme ambitieuse se trouve un levier crucial souvent méconnu : le Système d'Information et de Gestion de l'Éducation (SIGE). Grâce au financement du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et à l'appui technique de l'UNESCO, le ministère de l'Éducation nationale et de la Promotion civique (MENPC) a décentralisé son SIGE dans toutes les délégations provinciales du pays, franchissant une étape décisive vers une gouvernance éducative fondée sur des données fiables et probantes.

Le SIGE dépasse largement le

simple cadre d'un outil technologique : Il constitue un instrument de pilotage stratégique du système éducatif, capable de collecter, analyser et exploiter des données fiables sur les élèves, les enseignants, les infrastructures scolaires et les résultats éducatifs.

L'objectif du PRÊT est clair : passer d'une gestion administrative fragmentée à une gouvernance éducative moderne, intégrée et axée sur les résultats. En dotant toutes les délégations provinciales de SIGE opérationnels, le Tchad rapproche la production et l'analyse des données du terrain, là où se vivent les réalités éducatives. Le GPE place le renforcement des systèmes nationaux de production des données scolaires au centre de son action.

L'investissement dans le SIGE s'inscrit pleinement dans cette logique, en soutenant l'amélioration de la qualité et de la disponibilité des données scolaires en temps opportun pour la planification sectorielle fondée sur des évidences.

Grâce à cet appui, le SIGE devient un outil central pour le suivi des indicateurs clés du PRÊT, la mesure des progrès réalisés et l'orientation des politiques publiques en faveur de l'équité et de la qualité de l'éducation.

En tant qu'agence partenaire du GPE, l'UNESCO apporte au PRÊT un appui technique de haut niveau, fondé sur son expertise internationale en matière de planification et de statistiques de l'éducation.

Cet appui se traduit notamment par :

- ✓ L'alignement du SIGE sur les normes et standards internationaux ;
- ✓ Le renforcement des capacités des cadres aux niveaux central et provincial ;
- ✓ L'harmonisation des outils et des méthodologies de collecte des données ;
- ✓ L'assurance qualité et la pérennité du système.

À travers cet accompagnement, l'UNESCO contribue à positionner le SIGE tchadien dans, outil stratégique et durable pour le suivi de l'Objectif de développement durable (ODD 4) et l'Agenda Éducation 2030.

SIGE au Tchad : les provinces passent à une gouvernance éducative basée sur les données

Grâce à l'appui de l'UNESCO et au financement du GPE, le Système d'Information pour la Gestion de l'Éducation (SIGE) est désormais déployé dans toutes les provinces. Résultat : une transformation concrète de la gouvernance éducative au plus près du terrain. À Mao (Kanem), les autorités locales parlent d'un véritable tournant : « Nous avons enfin des données fiables et actualisées pour planifier et orienter les priorités. » Même constat dans la province du Lac, où le SIGE permet de mieux suivre la scolarisation, d'anticiper les besoins et d'adapter les réponses, y compris dans un contexte fragile. En rapprochant les données du terrain, le SIGE renforce la crédibilité des provinces, améliore l'allocation des ressources et favorise une planification plus équitable. Un levier clé pour la réussite du Programme de Refondation de l'École Tchadienne (PRÊT)



Lancement de la phase pilote du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-3) sous l'expertise technique de l'UNFPA!



Le 28 février 2026, le troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat a franchi une étape décisive avec le démarrage du recensement pilote. Il s'agit d'une opération statistique visant à tester les outils de collecte et l'ensemble des procédures administratives, logistiques, techniques et technologiques. Il constitue une étape cruciale du processus de préparation et de planification du recensement dont la phase de dénombrement de la population est prévue au deuxième semestre de 2026. Durant trois semaines, les dispositifs opérationnels seront testés dans 13 communes réparties sur 10 provinces. Cette phase expérimentale, qui se déroule jusqu'au 20 mars 2026, constitue un test grandeur nature avant le dénombrement général de la population tchadienne.

L'expertise technique de l'UNFPA : Un pilier du projet

L'UNFPA apporte un soutien technique et financier au gouvernement tchadien, afin d'assurer la conformité de cette opération aux normes et standards internationaux d'un recensement numérique. Cet accompagnement inclut également la mobilisation de ressources auprès du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers. L'accompagnement de l'UNFPA se manifeste à plusieurs niveaux clés :

- Digitalisation de la collecte : Assistance dans la conduite de la cartographie censitaire numérique et le développement d'outils numériques pour la collecte, la remontée des données et le suivi de la collecte en temps réel.
- Rigueur méthodologique : Appui à l'élaboration des questionnaires, manuels de terrain et à la définition des protocoles de terrain.

● Renforcement des capacités : Mise à disposition des experts techniques de haut niveau et encadrement technique lors des différentes phases du recensement y compris la formation des agents recenseurs pour assurer la fiabilité des données recueillies, l'accompagnement des experts locaux lors du traitement et de l'analyse des données.

Sur le terrain, cette transition numérique est vécue avec pragmatisme par les équipes. « Au début, nous avons rencontré quelques difficultés de programmation dans le système, mais au fur et à mesure, nous avons pris la main », explique Daba Petlorsi, agent contrôleur qui dirige une équipe de cinq personnes dans le 9ème arrondissement de N'Djamena. « Tout avance très bien maintenant, et nous sommes fiers de maîtriser ces nouveaux outils pour garantir la qualité des données. »

13 communes à la loupe pour garantir le succès

13 communes à la loupe pour garantir le succès. Pour cette phase test, le dispositif a été déployé dans 13 communes pilotes, stratégiquement réparties dans 10 provinces du pays, en tenant compte de leurs spécificités. Ce choix raisonné de l'échantillon du pilote permet de se confronter à la diversité des contextes géographiques et socio-culturels du Tchad. Le recensement pilote est mis en œuvre par une équipe d'agents recenseurs et de contrôleurs recrutés localement, de superviseurs, d'assistants informaticiens, de coordonnateurs provinciaux et d'encadreurs du Bureau de Coordination du RGPH-3.

L'objectif de ce recensement pilote est clair : **tester les dispositifs logistiques, techniques et de communication, et surtout valider les aspects opérationnels suivants**. Pour les outils de collecte : **Valider la pertinence, la compréhension ainsi que la performance des questionnaires et autres outils de collecte de données.** Les ressources humaines : **Évaluer l'efficacité de la formation dispensée aux agents.** Le dispositif global : **Confirmer l'organisation de la chaîne opérationnelle sur le terrain.**

Un espoir pour les populations

Au-delà des chiffres, le RGPH-3 est une promesse d'amélioration des conditions de vie. Pour les citoyens, le passage des agents recenseurs est perçu comme le point de départ de politiques publiques plus justes et plus proches des réalités locales. Alhadji Mohamed, chef de ménage récemment recensé par l'enquêtrice Haoua, exprime cet

espoir : « Nous pensons qu'avec ce recensement, le gouvernement et ses partenaires pourront poser des actions concrètes pour répondre aux besoins sociaux de base de la population. Par exemple, dans notre quartier, il nous manque des infrastructures essentielles, notamment des écoles et des points d'eau. » L'importance de cette phase pilote est capitale : les résultats permettront d'effectuer les ajustements nécessaires afin d'assurer la qualité et l'exhaustivité du dénombrement principal à venir. Afin d'accélérer le développement national, ces données s'avèrent cruciales pour éclairer les politiques publiques, une planification efficace dépendant impérativement de chiffres fiables. Ce partenariat solide entre le gouvernement tchadien et l'UNFPA représente un atout majeur permettant au Tchad d'améliorer la planification de ses politiques de développement et de mieux répondre aux besoins spécifiques de sa population.

Distribution de moustiquaires imprégnées au Tchad : l'OMS soutient les efforts nationaux contre le paludisme



La campagne menée de janvier à mars 2026 dans 16 provinces du pays, vise à protéger des millions de personnes, en particulier les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes, les groupes les plus vulnérables face à la maladie. Environ 10 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide seront distribuées gratuitement dans environ 2 725 233 ménages afin de renforcer la prévention contre le paludisme et réduire le nombre de cas et de décès liés à cette maladie.

Selon les données nationales, le paludisme demeure un défi majeur de santé publique au Tchad. En 2025, les formations sanitaires ont enregistré plus de 2,4 millions de cas de

paludisme, représentant environ **34 % des maladies recensées**, avec plus de **2 500 décès**, dont une grande proportion concerne les enfants et les femmes enceintes.

La campagne nationale de distribution de masse de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action (MILDA) officiellement lancée par le Ministère de la Santé publique du Tchad, s'inscrit dans les efforts du gouvernement pour intensifier la lutte contre le paludisme, l'une des principales causes de morbidité et de mortalité dans le pays. Cette campagne qui est la 6^{ième} édition suite à cinq (5) campagnes organisées en 2011, 2014, 2017, 2020 et 2023.

L'appui de l'OMS à la lutte contre le paludisme

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) accompagne le gouvernement tchadien dans la planification et la mise en œuvre des interventions de lutte contre le paludisme, notamment à travers l'appui technique, le renforcement des capacités et la coordination avec les partenaires.

Lors de la cérémonie de lancement, la représentante par intérim de l'OMS au Tchad, a rappelé que le paludisme reste l'une des maladies les plus meurtrières dans le pays et a souligné l'importance des interventions préventives telles que l'utilisation régulière des moustiquaires imprégnées. Elle a salué l'engagement du gouvernement et des

partenaires techniques et financiers dans cette riposte collective.

« Chaque moustiquaire distribuée constitue une barrière de protection contre le paludisme et un pas supplémentaire vers un avenir plus sain pour les populations », a-t-elle déclaré, en appelant les communautés à utiliser systématiquement ces outils de prévention.

Le Représentant du PNUD témoigne : « Voilà déjà vingt ans que je travaille en Afrique. Chaque nuit, je dors sous une moustiquaire imprégnée et, grâce à cette précaution, je n'ai jamais contracté le paludisme. »

Une campagne innovante et digitalisée

La campagne 2026 se distingue par l'utilisation d'outils numériques pour améliorer la planification, l'identification des ménages bénéficiaires et le suivi de la distribution. Cette approche vise à renforcer la transparence, l'efficacité et la couverture des populations ciblées. La campagne 2026 sera totalement digitalisée, en vue d'améliorer la qualité et la disponibilité des données en temps réel. Cette campagne utilise la nouvelle génération de moustiquaires imprégnées d'insecticide dites DUAL qui vise à surmonter la résistance croissante des moustiques aux pyréthrinoides et offre une protection environ deux fois plus efficace contre le paludisme que les moustiquaires classiques.

La distribution des moustiquaires s'inscrit dans une stratégie nationale plus large de lutte contre le paludisme, menée par le Programme national de lutte contre le paludisme avec l'appui de plusieurs partenaires, dont l'OMS, le Fonds mondial et d'autres organisations engagées dans la santé publique. Selon les données partagées par le Programme national de lutte

contre le paludisme, la proportion des décès dus au paludisme dans les hôpitaux a diminué passant de 40,80% en 2018 à 31% en 2024. Le Taux de létalité dû au paludisme dans les hôpitaux a baissé passant de 4,13% en 2018 à 3,14% en 2024.

En plus de la prévention grâce aux MILDA (Moustiquaires Imprégnées d'Insecticide à Longue Durée d'Action) pour lutter contre le paludisme, il est essentiel de les associer à d'autres stratégies complémentaires, telles que : la prise en charge médicale rapide des cas à l'aide des combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine (CTA), la chimioprévention saisonnière (CPS) destinée aux enfants de moins de cinq ans pendant la saison des pluies, le traitement préventif intermittent (TPI) des femmes enceintes avec la sulfadoxine-pyriméthamine (SP), les pulvérisations intra domiciliaires, les curages des caniveaux ainsi que des campagnes de communication visant à promouvoir l'utilisation régulière des moustiquaires, le recours rapide aux soins.

Tchad : Des avancées dans l'approche « Une seule santé » grâce au Pandemic Fund



Depuis un an, le Tchad franchit un cap dans la préparation et la réponse aux urgences sanitaires grâce au projet « **Strengthening Chad's Pandemic Prevention, Preparedness and Response Capacities through a One Health Approach** », financé par le Pandemic Fund et mis en œuvre par l'OMS, l'UNICEF et la FAO, en partenariat avec les ministères de la Santé, de l'Élevage et de l'Eau.

Structuration des laboratoires, renforcement de la coordination des urgences, communication des risques et premières actions contre la résistance antimicrobienne : autant de progrès qui transforment le quotidien des équipes sanitaires et posent les bases d'un système de santé plus résilient.

Une approche « Une seule santé » au cœur du projet

Le programme triennal (2025–2027), doté de 25 millions de dollars, s'inscrit dans la logique du Règlement sanitaire international (RSI, 2005). Son originalité réside dans l'approche « **Une seule santé** », qui relie santé humaine, animale et

environnementale autour d'objectifs communs. « Cette approche nous permet de coordonner efficacement les actions entre les différents secteurs et de prévenir les crises sanitaires avant qu'elles ne se propagent », explique un responsable du projet.

Des laboratoires performants et des procédures harmonisées

Sur le terrain, les changements sont tangibles :

Le plan stratégique pour le transport des échantillons a été adopté. Le Centre de réception des échantillons (CEREC) fonctionne désormais avec une chaîne de froid complète et des équipements roulants. Le LaBiEp a été renforcé en biosécurité. Les techniciens ont reçu une formation en audit qualité et maintenance biomédicale. « *Nous travaillons avec des procédures claires et des équipements adaptés. Les délais ont diminué et la qualité s'est nettement améliorée* », témoigne un technicien de laboratoire à N'Djamena.

Une coordination des urgences renforcée

Le Centre des opérations d'urgence en santé publique (COUSP) a été consolidé. Des exercices de simulation, notamment sur le choléra, ont permis de tester les procédures et de mieux coordonner les interventions. 1 600 procédures opérationnelles standard (SOPs) ont été diffusées pour améliorer la qualité des interventions. Des équipes d'intervention rapide ont été déployées dans 12 provinces, réduisant significativement les délais de riposte.

Communautés informées et engagées

La communication des risques et l'engagement communautaire (RCCE/CREC) ont été renforcés :
Un point focal national a été nommé.
25 panneaux géants et 10 000 supports ont été distribués sur le choléra.
30 intervenants ont été formés à N'Djamena et 4 délégations provinciales ont été soutenues pour amplifier la prévention.

Surveillance épidémiologique et formation

Le programme a consolidé la surveillance : 23 chefs d'antenne de surveillance épidémiologique et 23 responsables du Programme Elargi de vaccination formés à DHIS2.

180 responsables de centres de santé outillés sur la Surveillance Intégrée de la Maladie et la Riposte.

50 épidémiologistes de terrain formés pour renforcer la détection et la réponse aux urgences.

« *Cette formation nous donne les outils pour mieux investiguer et répondre aux urgences* », souligne un participant.

Points d'entrée et résistance antimicrobienne

Les points d'entrée restent un maillon à

renforcer, notamment en personnel et en équipements.

La lutte contre la résistance antimicrobienne (RAM) a été structurée : le comité RAM One Health se réunit régulièrement, les outils de collecte ont été améliorés et les missions sentinelles sont programmées pour l'année 2.

Investissements logistiques qui changent le quotidien

14 véhicules, dont 2 ambulances, ont été livrés pour les interventions rapides.

Kits informatiques et équipements Prévention et contrôle des infections (PCI) améliorent la collecte de données et la sécurité.

Les laboratoires bénéficient d'un appui substantiel en biosécurité.

Ces moyens permettent aux équipes de travailler plus rapidement, en toute sécurité, et d'optimiser les ripostes aux urgences sanitaires.

Bilan et perspectives

En un an, le projet a transformé la préparation théorique en capacités opérationnelles concrètes. Procédures harmonisées, équipements disponibles, compétences renforcées et coordination améliorée sont désormais des acquis solides.

Pour la suite, les priorités sont claires : renforcer les points d'entrée, développer la surveillance communautaire, consolider les COUSP provinciaux et accélérer la lutte contre la résistance antimicrobienne.

Grâce à l'engagement conjoint des partenaires et des autorités nationales, le Tchad se rapproche d'un système de santé résilient, capable de prévenir, détecter et répondre efficacement aux urgences sanitaires, au service de toutes les populations.

L'OMS renforce la coordination des acteurs pour améliorer l'accès aux services de santé dans l'Est du Tchad



Dans les provinces de l'Est du Tchad, confrontées à des défis humanitaires et sanitaires importants, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) poursuit son appui au renforcement des services de santé afin d'améliorer l'accès aux soins pour les populations les plus vulnérables.

Au cœur de cet appui se trouve la coordination des partenaires santé à travers laquelle l'OMS soutient l'identification et l'analyse des besoins et des lacunes, l'alignement synergique et complémentaire des partenaires. Ainsi, face, aux récents afflux principalement dans les provinces du Wadi-Fira et de l'Ennedi Est, l'OMS a conduit avec les partenaires santé des évaluations conjointes et établi une cartographie des intervenants qui a permis de renforcer la présence des partenaires en l'occurrence à Marassabré, Iriba et Tiné pour répondre aux besoins pressants des populations en particulier la prise en charge des blessés par MSF et le déploiement de psychologues tchadiens à travers une initiative

de localisation multipartenaire.

Dans le cadre du renforcement des capacités des hôpitaux de district, l'OMS a déployé trois médecins chirurgiens qui ont contribué à améliorer l'accès aux soins chirurgicaux dans plusieurs districts sanitaires. Au total, 1526 consultations spécialisées et 355 interventions chirurgicales ont été réalisées du 1er janvier au 15 mars 2026, dans les 3 hôpitaux de district de Goz-Beida, Guéréda et Adré permettant à de nombreux patients, notamment des femmes et des enfants, de bénéficier de soins spécialisés à proximité de leurs communautés.

Cet appui contribue à réduire les évacuations sanitaires vers les centres hospitaliers éloignés et à renforcer les capacités des structures sanitaires locales pour répondre aux urgences chirurgicales.

Parallèlement, l'OMS soutient également la prise en charge des besoins psychosociaux et la réponse aux violences basées sur le genre (VBG) dans les provinces affectées. Au total, 477 cas de violences basées sur le genre ont été rapportés dans les provinces de l'Est durant les onze premières semaines de l'année 2026 dont 346 dans le Ouaddaï, 57 dans le Wadi Fira et 74 dans le Sila.

Parmi ces cas, 87 viols ont été notifiés, dont 46 ont bénéficié d'une prise en charge dans les délais normatifs de 72 heures, permettant d'offrir des soins médicaux et un accompagnement approprié aux survivantes du 1^{er} janvier au 15 mars 2026

En complément, à la période susmentionnée, les services de santé mentale soutenus par l'OMS ont assuré la prise en charge de 2408 patients, illustrant l'importance croissante des besoins psychosociaux dans ces contextes fragiles. Cette prise en charge se répartit comme suit : 1159 patients dans la province du Ouaddaï, 629 dans le Wadi Fira et 620 dans le Sila.

« Avant, je me sentais seul face à mes difficultés. Avec l'accompagnement en santé mentale, j'ai appris à gérer mes émotions et à reprendre confiance en moi. », a déclaré Adoum Haroun Ali, un retourné dans le Ouaddaï.

Ces interventions ont été rendues possibles grâce au soutien financier de plusieurs partenaires, notamment le Fonds humanitaire de l'Union européenne (ECHO), les Émirats arabes unis et le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF), qui contribuent à renforcer l'accès aux services de santé essentiels dans les zones les plus vulnérables du pays.

« En renforçant les services chirurgicaux, la santé mentale et la prise en charge des violences basées sur le genre, l'OMS contribue à améliorer l'accès à des soins essentiels pour les populations les plus vulnérables de l'Est du Tchad », a souligné Dr Djinguebey Raoul, l'Incident Manager de l'OMS à l'Est du Tchad.

À travers ces interventions, l'OMS poursuit son engagement aux côtés du Ministère de la Santé publique et de la Prévention et des partenaires afin de renforcer la résilience du système de santé et garantir un accès équitable aux services de santé essentiels pour toutes les populations du Tchad

Promouvoir des solutions durables pour les réfugiés dans le sud du Tchad

Dans la province du Logone Oriental, une nouvelle initiative conjointe du HCR, de l'Union européenne et du Gouvernement du Tchad ouvre la voie à des solutions plus durables pour les réfugiés vivant dans le sud du pays.

Le Projet d'Alternative aux Camps et de Résilience Agricole au Sud du Tchad (PACRAS) accompagne une transition progressive de la dépendance à l'aide humanitaire vers une plus grande autonomie et une meilleure inclusion économique. Il vise à soutenir environ 4 000 réfugiés centrafricains vivant dans des camps afin qu'ils puissent s'installer volontairement dans cinq villages du canton de Donia.

Le sud du Tchad accueille près de 145 000 réfugiés centrafricains, dont beaucoup vivent en exil depuis près de vingt ans après avoir fui des conflits récurrents dans leur pays. Si les camps ont permis d'assurer leur protection et de répondre à leurs besoins essentiels, la durée de cette situation appelle aujourd'hui des approches complémentaires, qui bénéficient à la fois aux réfugiés et aux communautés hôtes.

« Le Tchad a fait preuve d'une solidarité remarquable face aux différentes crises de déplacement », souligne Laura Roza, cheffe de bureau du HCR à Goré. « Dans le sud, où l'exil s'inscrit dans la durée, il est essentiel d'adapter la réponse pour permettre aux familles de retrouver des perspectives. PACRAS facilite l'accès à la terre, aux moyens de subsistance et aux services locaux, afin que les réfugiés puissent reconstruire leur vie avec davantage d'autonomie. »



Au cœur du projet, réfugiés et membres des communautés hôtes travaillent ensemble pour cultiver les terres, accroître la production agricole et commercialiser leurs récoltes sur les marchés locaux. En soutenant les activités génératrices de revenus et les initiatives économiques partagées, PACRAS contribue à dynamiser l'économie locale tout en renforçant la cohésion sociale.

Financé à hauteur de 2 milliards de francs CFA par l'Union européenne, le projet prévoit également le renforcement des services publics essentiels dans les cinq villages

concernés. Les centres de santé, les écoles, les systèmes d'approvisionnement en eau et les infrastructures d'assainissement bénéficient d'un appui afin de répondre aux besoins d'une population élargie et de garantir un accès équitable aux services.

La protection de l'environnement constitue un autre pilier de l'initiative. La plantation de 5 000 plants d'arbres et la distribution de 1 000 foyers améliorés permettront de réduire la pression sur les ressources naturelles, de limiter la consommation de bois de chauffe et de promouvoir des pratiques plus durables.

Le Tchad demeure l'un des principaux pays d'accueil de réfugiés en Afrique, avec plus de 1,5 million de personnes accueillies sur son territoire. Aux côtés des réponses d'urgence, des initiatives comme PACRAS illustrent l'importance d'investir dans des solutions à long terme, permettant aux réfugiés et aux communautés hôtes de construire ensemble un avenir plus stable et prospère.

À l'Est du Tchad, des solutions durables transforment le quotidien des réfugiés et des communautés hôtes

À Zabout, dans la province du Sila à l'est du Tchad, un marché au cœur du village redessine la vie économique et sociale en misant sur l'inclusion, la sécurité et la durabilité. Construit en octobre 2025 par des réfugiés soudanais et des membres de la communauté hôte, le marché s'organise autour d'étals alignés et couverts de toitures en tôle, où les produits sont disposés avec soin, dans un cadre ordonné, qui tranche avec l'improvisation et redonne du sens au quotidien.

« Nous avons tout perdu en fuyant la guerre. Grâce à cette initiative, j'ai pu recommencer une nouvelle vie. Je vends des denrées alimentaires et je peux enfin envisager un avenir pour mes enfants », souligne Oumaina Abdallah Adam, 40 ans, réfugiée soudanaise arrivée à Zabout en septembre 2023 à la suite du conflit au Soudan. Elle vend de l'ail, des oignons et de la farine et participe pleinement à la vie communautaire.

À l'exemple d'Oumaina, Noura Issahk, aussi réfugiée soudanaise, est devenue un soutien pour sa famille grâce à cet appui financier et à la construction du marché de Zabout. « Avec l'argent de la vente des légumes, je peux subvenir aux besoins de ma famille et aider mon mari. C'est une alternative crédible pour devenir autonome », raconte-t-elle avec fierté.

Elles font partie de soixante-dix-neuf petits commerçants dont 70 % sont des réfugiés qui font vivre le marché, assurant l'approvisionnement du village en denrées alimentaires, en viandes et en produits artisanaux. Au-delà de la création de revenus, le marché de Zabout est un espace où les liens se tissent : réfugiés et communautés hôtes travaillent côte à côte, partagent leur savoir-faire et bâtissent une confiance mutuelle, réduisant les tensions et favorisant une coexistence pacifique.

Depuis le début du conflit au Soudan en avril 2023, l'est du Tchad a accueilli plus de 900 000 nouveaux réfugiés, dont une part importante dans les provinces de l'Ouadaï, du Wadi Fira et du Sila. Dans des zones déjà fragilisées par peu de ressources et les effets du changement climatique, cet afflux massif rend indispensable

une réponse qui dépasse l'urgence et investit dans des solutions durables au bénéfice des réfugiés comme des communautés hôtes.

La construction du marché de Zabout s'inscrit dans le cadre du *Projet d'appui à la résilience et au développement des réfugiés et des communautés d'accueil* (PADERCA), soutenu par l'Union européenne, qui vise à renforcer la résilience et l'autonomie des réfugiés et des communautés hôtes à l'est du Tchad.

Au-delà des moyens de subsistance, cette approche se traduit également par des solutions concrètes en matière d'énergie domestique, essentielles à la protection des femmes et de l'environnement. Pendant des décennies, la collecte de bois de chauffage pour alimenter les foyers traditionnels à trois pierres pour la cuisine a exposé les femmes à des risques d'agression et a provoqué des incendies dans les abris.

Des femmes réfugiées et issues des communautés hôtes ont donc été formées à la fabrication de foyers améliorés en banco, à partir de matériaux locaux, offrant une alternative plus sûre et plus économe en bois. Plus de 10 000 foyers améliorés ont déjà été construits et utilisés, et plus de 200 femmes ont été formées dans le site de Zabout et les villages environnants, ouvrant la voie à une forte appropriation communautaire.

Pour Intissar Mahamat Khamis, 34 ans, réfugiée soudanaise, cette initiative est une solution adaptée aux femmes et un gain de temps : « Avant, je devais marcher des heures pour chercher du bois. Maintenant, je n'y vais presque plus. Je peux cuisiner avec moins de bois et je me sens en sécurité », témoigne-t-elle.

Techniquement, ces foyers réduisent de 40 à 60 % la consommation de bois, contribuent à la lutte contre la déforestation et réduisent les risques d'incendie dans une région sahélienne où chaque arbre compte. L'ambition est claire : atteindre 75 000 foyers améliorés d'ici fin 2026, ce qui correspond à des milliers de tonnes de bois économisées, tout en renforçant la dignité et la sécurité des femmes.



Le changement s'étend aussi aux champs et aux moyens de production agricole. Face à des pluies de plus en plus imprévisibles à l'Est du Tchad, un seuil d'épandage, (infrastructure hydroagricole) a été construit dans le lit des ouadis pour retenir l'eau et recharger la nappe phréatique. Aujourd'hui, jardins maraîchers et champs verdissent, même en saison sèche, et les rendements ont doublé.

« Aujourd'hui, nous avons des jardins maraîchers en expansion et des champs qui verdissent. Même en saison sèche, nous pouvons cultiver », reconnaît Nassour Mahamat Mouctar, chef de canton. « Nous consommons ce que nous produisons et vendons l'excédent au marché. J'ai récolté treize sacs de sorgho. C'est une abondance qui dure toute l'année », a ajouté Batoul Yaya Saboun, réfugiée soudanaise.

Réhabilitation économique par un marché

inclusif, sécurité et écologie via des foyers améliorés, et souveraineté alimentaire avec un seuil d'épandage : à Zabout, l'expérience montre que lorsque les communautés, les autorités locales et les organisations humanitaires et de développement unissent leurs efforts au-delà de l'urgence, des défis peuvent se transformer en opportunités concrètes.

« En allant au-delà de la seule réponse d'urgence et en travaillant étroitement avec les communautés et les autorités locales, nous voyons émerger des solutions durables qui renforcent la dignité, l'autonomie et la coexistence pacifique entre les réfugiés et les communautés hôtes », souligne Ignace Edgar Mbom, coordonnateur du projet PADERCA pour le HCR à l'Est du Tchad. « C'est une réussite locale, construite pas à pas avec les communautés, qui montre ce qu'il est possible de consolider et d'adapter ailleurs dans le Sahel. »

« ONUSIDA au Tchad : un parcours de progrès, de résilience et de continuité institutionnelle à l'aube d'une nouvelle étape et une riposte nationale au VIH qui reste en marche »

Après plus de vingt ans d'engagement continu au service de la lutte contre le VIH, le Bureau Pays de l'ONUSIDA au Tchad clôt officiellement ses activités en 2026. Une transition historique, qui intervient dans le cadre de la restructuration mondiale de l'organisation, mais qui n'interrompt en rien l'appui technique, politique et stratégique apporté au Tchad. Cette fermeture s'effectue dans un esprit de continuité institutionnelle : désormais, le pays bénéficiera d'un accompagnement par le Bureau MultiPays Cameroun-Tchad-RCA, basé à Yaoundé, tout en maintenant une présence nationale technique à N'Djamena, garante d'un suivi rapproché des priorités de la riposte.

Un bureau dont l'histoire se confond avec les progrès du Tchad face au VIH

Le bureau de ONUSIDA au Tchad existe depuis 2004 et a déjà été dirigé par 8 Directeurs et Directrices Pays résident(es) à N'Djamena. Depuis 2025, l'ONUSIDA conduit une transformation institutionnelle d'ampleur mondiale marquée par une réduction de 55 % des effectifs internationaux et une réorganisation de ses modèles de présence et d'accompagnement des pays. Si le changement au sein de l'ONUSIDA modifie la configuration administrative, sa responsabilité institutionnelle envers le Tchad continue, à travers le maintien d'une présence nationale technique et d'une représentation non-résidente, assurant un appui rapproché aux ministères, aux communautés et le lien avec les autres partenaires techniques et financiers. Cette évolution, bien que porteuse de défis (réduction de la capacité opérationnelle, nécessité de recentrer les priorités), elle ouvre aussi des perspectives positives:

Renforcement de la coopération régionale et du partage d'expertise, facilitant la mutualisation des ressources, l'harmonisation des stratégies y compris les ouvertures de mobilisation conjointes de ressources.

Recentrage stratégique sur les actions prioritaires et l'innovation, tout en renforçant le leadership national et la souveraineté du Tchad dans la riposte au VIH, avec un alignement avec les orientations globales,

régionales et nationales.

Renforcement de la synergie inter-agences, particulièrement la continuité de la coordination des appuis du Système des Nations Unies sur le VIH/SIDA, à travers l'Équipe Conjointe dans un format multi-pays favorisant la mutualisation des expertises et des ressources ;

Poursuite de l'appui stratégique, technique et politique, notamment sur les priorités nationales : données stratégiques, financement durable, droits humains, prévention, populations clés et jeunes, renforcement de la participation communautaire, garantissant un accompagnement continue, cohérent et basé sur les meilleures pratiques

Entre 2010 et 2024 : une transformation épidémiologique majeure

- Prévalence du VIH : 2,8 % → 0,9 %
- Nouvelles infections : -40 %
- Décès liés au sida : -30 %
- Couverture ARV : 10 % → 74 %
- Transmission mère-enfant : >30 % → 18 %



Une équipe qui a su catalyser énergie, innovations et financements

Durant les années 2024-2025, l'ONUSIDA et l'Équipe Conjointe des Nations Unies sur le VIH/SIDA ont mobilisé près de 2,6 millions USD, issus des fonds UBRAF, des « enveloppes pays » et des contributions des agences coparrainantes. Ces financements ont permis des résultats concrets :

- Plus d'un million de personnes sensibilisées
- Un dépistage renforcé, notamment chez les femmes enceintes et les enfants
- L'extension des soins différenciés à 114 sites

- La formation de centaines de pairs éducateurs, leaders communautaires, jeunes et adolescents
- Une dynamique institutionnelle renouvelée, soutenue par le nouveau Plan Stratégique National VIH-TB 2025-2028

L'appui du Bureau a également contribué à renforcer la mobilisation de ressources additionnelles et à consolider les stratégies nationales de prévention, d'accès au traitement, de défense des droits humains et de lutte contre la stigmatisation.

Défis et engagement...

Le principal levier de cette progression reste l'engagement communautaire. En 2024, 92 leaders issus de réseaux de jeunes ont été formés, permettant de déployer des campagnes ayant touché plus de deux millions de personnes. En 2025, 30 associations de populations clés ont été renforcées. Dans les quartiers ciblés, plus de 2 043 117 personnes ont été sensibilisées, 1 399 jeunes dépistés et 16 cas positifs pris en charge. Ces actions ont contribué à améliorer l'adhésion aux traitements, à réduire la stigmatisation et à maintenir davantage de patients dans le système de soins.

Face aux crises humanitaires, la stratégie s'est également adaptée. La lutte contre le VIH a été intégrée à d'autres priorités de santé, notamment la tuberculose, les hépatites et la santé mentale, avec le déploiement d'équipes mobiles. Des appuis concrets, comme les transferts monétaires et la prise en charge nutritionnelle des enfants et des femmes enceintes ou allaitantes, ont

permis de renforcer l'observance thérapeutique et la résilience des ménages affectés.

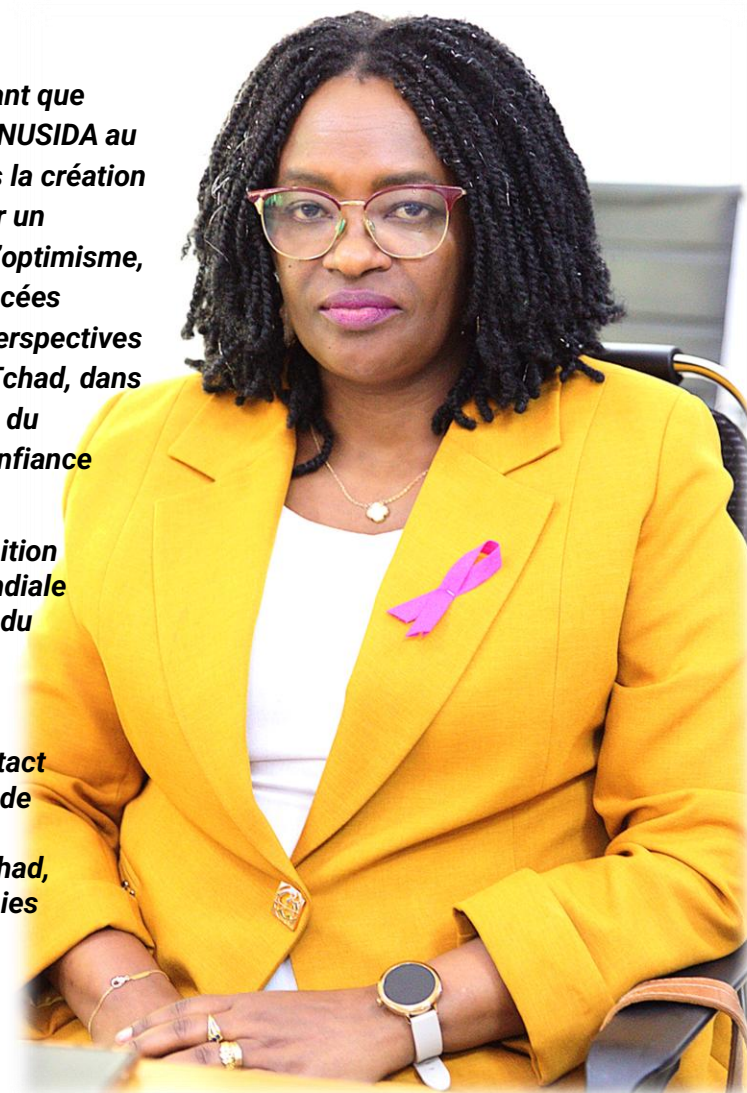
Sur le plan structurel, les avancées sont tout aussi notables. Grâce à un financement d'environ 2,6 millions de dollars mobilisés sur la période, les interventions ont été intensifiées. Le renforcement du système d'information sanitaire a permis une meilleure production et utilisation des données pour orienter les actions. Par ailleurs, les efforts de plaidoyer ont abouti à la mobilisation de plus de 127 millions d'euros pour la période 2025-2028 en faveur de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

En dépit des contraintes, la riposte au VIH au Tchad s'affirme aujourd'hui comme plus cohérente, plus inclusive et plus efficace. En misant sur les communautés, l'intégration des services et la consolidation des ressources, le pays pose les bases d'une lutte durable, capable de répondre aux défis persistants de l'épidémie.

Bonne continuation...

À l'heure où je conclus ma mission en tant que dernière Représentante résidente de l'ONUSIDA au Tchad concluant aussi une étape depuis la création de ONUSIDA en 2004, je tiens à partager un message fondé sur la reconnaissance, l'optimisme, la gratitude, avec un regard sur les avancées collectives, les défis surmontés et les perspectives qui s'ouvrent pour la riposte au VIH au Tchad, dans un contexte de profonde transformation du dispositif onusien, tout en gardant la confiance dans l'avenir.

Cette période marque en effet une transition importante, liée à la restructuration mondiale de l'ONUSIDA et à l'évolution du bureau du Tchad vers un modèle multi-pays avec une représentation non-résidente. Pourtant, au-delà de ce changement organisationnel, un principe demeure intact : la continuité institutionnelle de l'appui, de l'engagement et du partenariat de l'ONUSIDA avec le Gouvernement du Tchad, les agences du Système des Nations Unies et la société civile.



Il faut noter que:

Dr Françoise NDAYISHIMIYE est Directrice Pays de l'ONUSIDA au Tchad depuis ce 1 août 2024 et a marqué le Bureau par un leadership exemplaire fondé sur l'écoute, la rigueur et l'engagement profond pour la santé publique. Tout au long de son mandat, elle a su renforcer les partenariats stratégiques avec le Gouvernement, la société civile, les partenaires techniques et financiers ainsi que les communautés, afin de faire progresser la réponse nationale au VIH. Sa vision inclusive, son sens du dialogue et sa capacité à fédérer ont contribué à impulser une dynamique positive, durable et centrée sur les droits humains, en faveur des personnes vivant avec le VIH et des populations clés.

Message de reconnaissance et de bonne continuation de l'UNCT

À l'issue de ces années passées au service du Tchad, nous tenons à exprimer toute notre reconnaissance pour son dévouement, son professionnalisme et son humanité. Son passage a laissé une empreinte précieuse tant au sein du Bureau qu'auprès de l'ensemble des acteurs de la riposte. Nous lui souhaitons une excellente continuation dans ses prochaines responsabilités, avec la certitude qu'elle poursuivra son œuvre avec la même passion, la même énergie et la même vision. **Merci, Dr Françoise, pour votre engagement et votre contribution remarquable.**



Le Programme de Renforcement de la Résilience des Systèmes Alimentaires (P2RSA)



Le Programme de Renforcement de la Résilience des Systèmes Alimentaires (P2RSA), mis en œuvre par la FAO et le PAM avec l'appui financier de l'Union européenne, illustre l'engagement des agences du SNU aux côtés des communautés tchadiennes pour la construction et le renforcement de moyens d'existence durables. Le programme intervient dans 4 provinces : Kanem, Barh El Gazal, Mayo-Kebbi Est et Mayo-Kebbi Ouest.

Des actions structurantes au service des ménages vulnérables

Le P2RSA déploie des actions structurantes en faveur des ménages vulnérables et des organisations de producteurs et de transformateurs agricoles dans ses zones d'intervention. Il renforce la résilience des bénéficiaires face aux chocs alimentaires à travers la mise en œuvre de plans de graduation élaborés de manière participative, en tenant compte des niveaux de vulnérabilité des communautés.

Le programme vise notamment à :

- améliorer l'état nutritionnel des enfants de 6 à 23 mois ainsi que des femmes enceintes et allaitantes ;

- accroître durablement les revenus des acteurs de la chaîne de valeur des farines enrichies et non-enrichies ;

- renforcer la gouvernance locale, la cohésion sociale et communautaire, et promouvoir un accès équitable aux ressources naturelles.

Afin de consolider son ancrage local, le P2RSA s'appuie sur les recommandations issues de cadres de concertation stratégique, entretient un dialogue régulier avec les autorités administratives et coutumières, et implique activement les organisations paysannes à toutes les étapes de mise en œuvre des activités.

Un capital productif renforcé

Un peu plus de 16 200 ménages ont bénéficié d'un renforcement significatif de leur capital productif grâce à une série d'interventions structurantes. Au total, 2 790 hectares de cultures ont été aménagés pour appuyer la production agricole ; 1 500 hectares de terres dégradées ont été restaurés ; 126 hectares de bas-fonds ont été aménagés pour la riziculture ; 92 hectares de ouadis ont été aménagés et protégés et 44 hectares de micro-périmètres irrigués ont été aménagés.

Durant l'année 2025 se sont près de 70 tonnes de semences certifiées qui ont été disponibles auprès des groupements de producteurs encadrés par le P2RSA, pour couvrir 2 095 hectares de cultures vivrières et assurer une production de près de 3 000 tonnes d'aliments. Le P2RSA a également accompagné la production de près de 200 tonnes de farine issues de ces productions durant cette même période. Dans le domaine pastoral, 16 puits ont été construits ou réhabilités, avec la mise en place de 18 aires d'abattage et de parcs de vaccination ainsi que de 12 pharmacies vétérinaires..

Remise d'équipements agricoles aux organisations de producteurs

Dans les provinces du Mayo-Kebbi Est et du Mayo-Kebbi Ouest, le P2RSA a procédé à la remise officielle d'équipements agricoles (dont 32 tricycles motorisés) aux organisations de producteurs, contribuant ainsi au renforcement des capacités productives des bénéficiaires et à la mise en œuvre des plans de graduation. Ces cérémonies, organisées en présence des

autorités locales, témoignent de la collaboration entre les institutions nationales, les collectivités territoriales et les agences du Système des Nations Unies engagées dans la promotion de la résilience, de la sécurité alimentaire ainsi que de la relance ag

Autonomisation économique à travers les AVEC (Approche Caisse de Résilience)

Le programme soutient également l'autonomisation économique des communautés rurales à travers la création et l'accompagnement d'Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), dans le cadre de l'approche Caisse de Résilience (CdR) de la FAO. Des formations ont été dispensées aux Comités de Gestion (COGES) afin de renforcer les compétences locales en gestion financière communautaire, épargne et crédit. Ces initiatives améliorent l'accès des ménages aux services financiers de proximité et renforcent leur capacité à faire face aux chocs économiques et climatiques.

Analyse de la chaîne de valeur et étude de marché des farines (non-fortifiées et fortifiées).

Le P2RSA vise à faire des farines **non-fortifiées** (ainsi que des farines **fortifiées**) des produits commerciaux viables pour le grand public (enfants et adultes), tout en contribuant au développement des activités économiques des **Organisations de Producteurs (OP)** de matières premières agricoles et des Unités de Production/Transformation (UP/UT) des farines, acteurs clés de cette chaîne de valeur.

Dans cette perspective, le programme appuie le développement des capacités et la structuration des OP et des unités de transformation afin qu'elles puissent contribuer efficacement à la chaîne de valeur et générer des revenus, grâce à :

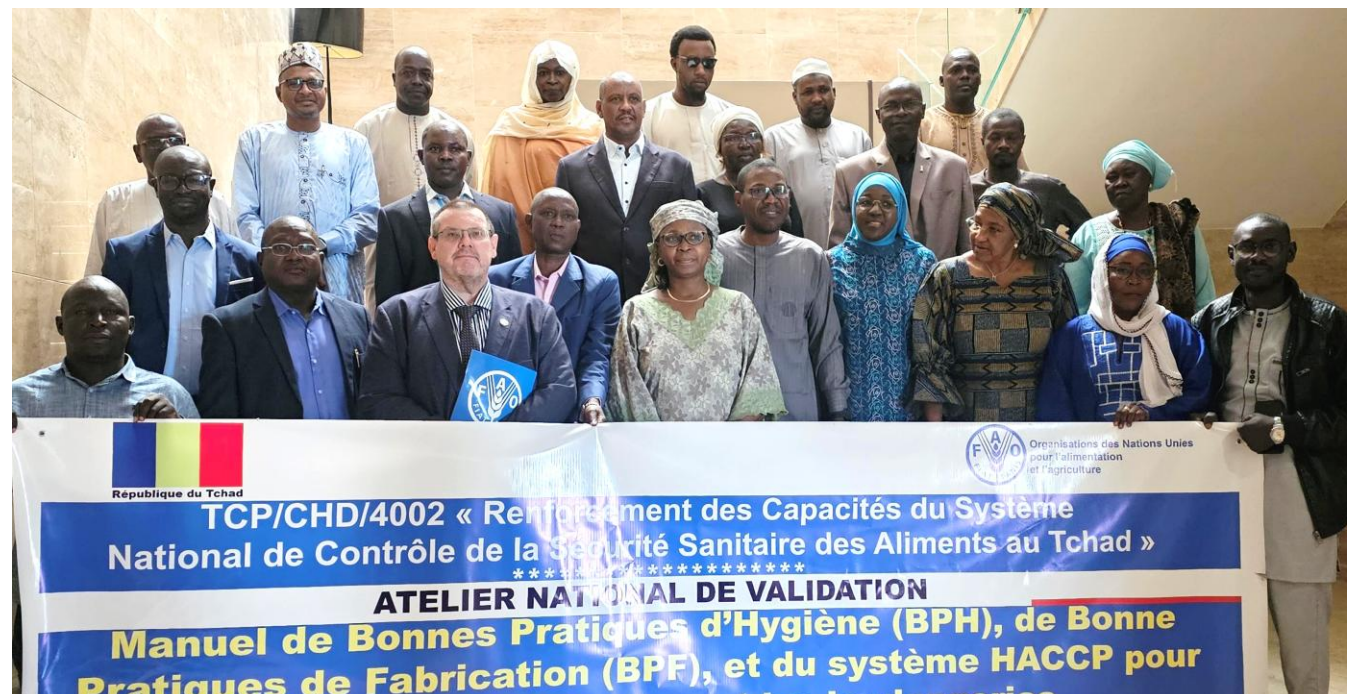
- l'amélioration des techniques de production ;
- la mise en place de stratégies de commercialisation adaptées ;
- une attention particulière à la production de **légumineuses** et **oléagineux**, essentiels pour la diversification des revenus et l'amélioration de la nutrition.

Pour identifier les besoins des différents acteurs et proposer des solutions adaptées, une mission portant sur l'analyse de la chaîne de valeur et d'étude de marché des farines non-fortifiées et fortifiées est en cours. Elle vise à définir des **activités productives à caractère économique et commercial** au bénéfice des **organisations de producteurs, transformateurs agricoles, organisations rurales et Petites et Moyennes Entreprises (PME)** appuyées par le projet, en garantissant leur cohérence technique et leur alignement avec une logique **d'inclusion sociale des femmes et des jeunes**, orientée vers **l'entrepreneuriat** et liées aux marchés, ainsi que l'identification d'autres opportunités économiques pouvant être soutenues (avec un focus sur les farines non-fortifiées).

Contribution aux priorités des Nations Unies

À travers l'ensemble de ces interventions, le P2RSA contribue aux priorités du Système des Nations Unies au Tchad en matière de sécurité alimentaire, résilience et développement durable, en plaçant les communautés rurales au cœur des solutions et en promouvant des approches intégrées et durables.

Renforcer la sécurité sanitaire des aliments et la protection des consommateurs au Tchad



À N'Djaména, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) accompagne le Gouvernement tchadien dans l'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments à travers la mise en œuvre d'un projet de coopération technique financé par la FAO et intitulé « Renforcement des capacités du Système National de Contrôle de la Sécurité Sanitaire des Aliments au Tchad » (TCP/CHD/4002). Ce projet se concentre sur le renforcement de la sécurité sanitaire des aliments et sur le soutien à la participation du Tchad aux mécanismes internationaux de normalisation alimentaire, en particulier le Codex Alimentarius.

Un projet stratégique pour des aliments plus sûrs

Le TCP/CHD/4002 vise à améliorer la protection des consommateurs en renforçant les capacités institutionnelles et techniques nationales pour le contrôle des denrées alimentaires. Il s'inscrit dans une dynamique de modernisation du système de sécurité sanitaire des aliments, en cohérence avec les engagements internationaux du Tchad et les priorités de santé publique. La

signature officielle du document de projet, en présence des autorités nationales et des responsables de la FAO, marque une forte appropriation institutionnelle du projet. **Des actions concrètes de stratégie et de renforcement des capacités**

Le projet a franchi une étape majeure avec l'élaboration d'un plan stratégique multisectoriel de sécurité sanitaire des aliments (SSA) couvrant une période de cinq ans. Dans le même élan, un manuel de bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène alimentaire a été conçu, ciblant spécifiquement les acteurs de l'alimentation de rue et les boulangeries.

Sur le terrain, les capacités des acteurs des chaînes de valeur alimentaire ont été renforcées à travers des formations ciblées. Vendeurs et boulangers ont ainsi été initiés aux bonnes pratiques d'hygiène ainsi qu'aux principes du système HACCP, contribuant à améliorer la qualité sanitaire des aliments mis à la disposition des consommateurs.

Par ailleurs, le projet appuie le Comité national du Codex afin de consolider la coordination nationale, d'accroître la participation aux instances internationales et d'aligner les normes nationales sur les standards internationaux.

Sensibilisation et engagement institutionnel

Le projet TCP/CHD/4002 met un accent particulier sur la sensibilisation et la mobilisation des décideurs publics autour des enjeux liés à la sécurité sanitaire des aliments. Dans ce cadre, douze secrétaires généraux issus des ministères concernés ont activement participé à des sessions d'information et de sensibilisation consacrées aux normes alimentaires. Cet engagement au plus haut niveau de l'administration apparaît déterminant pour assurer l'application effective des normes, renforcer la protection des consommateurs et améliorer la compétitivité des produits tchadiens sur les marchés.

Une contribution durable aux systèmes alimentaires

Grâce à ses réalisations, le projet TCP/CHD/4002 contribue à la construction de systèmes alimentaires plus sûrs, transparents et résilients au Tchad. En soutenant la sécurité sanitaire des aliments, la FAO aide le pays à protéger la santé publique, renforcer la confiance des consommateurs et améliorer la gouvernance alimentaire. Ce projet témoigne de l'engagement continu de la FAO auprès du Gouvernement tchadien pour promouvoir des systèmes agroalimentaires durables et conformes aux normes internationales.

"Zéro Tolérance" : United Nations Chad – Nations Unies Tchad, l'UNICEF TCHAD et le Ministère de la Communication-Tchad renforcent le pouvoir d'agir des journalistes !



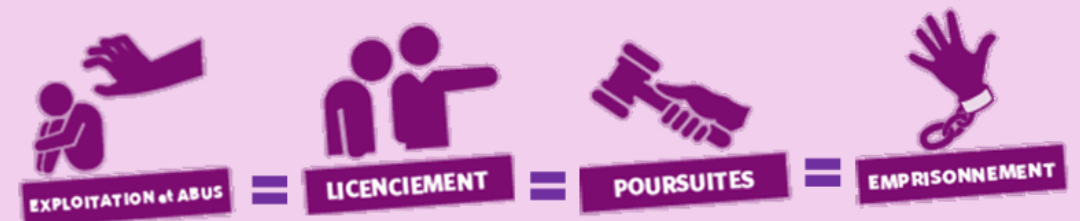
Il s'est tenu à **N'Djamena du 25 au 27 mars dernier**, un atelier crucial pour la protection des plus vulnérables en engageant plus de 40 journalistes issus de divers médias tchadiens qui ont pris part activement à cette formation intensive sur la **prévention** contre les **abus** et l'**exploitation sexuels** (PSEA).

En effet, après les allégations de 2024 touchant les humanitaires à l'Est du pays, il est impératif de briser le silence. A cet effet, le système des Nations Unies a organisé plusieurs sessions de formation, de renforcement de capacité des acteurs de tous les horizons dont aujourd'hui au tour des hommes de

médias. En ouvrant les travaux ce matin, le Coordonnateur résident des **Nations Unies** au Tchad Dr **Francois Batalingaya** a invité les professionnels de **Média** de faire passer clairement le message en ce sens : "**L'aide humanitaire est GRATUITE. Aucun abus ne sera toléré.**" A son tour en ouvrant officiellement les travaux au nom du Ministre de la Communication, M. Ali Mahamat Nour, Secrétaire General dudit Ministère a témoigné que "Ces professionnels des médias deviennent nos alliés stratégiques pour sensibiliser les communautés et veiller à l'éthique sur le terrain". Ensemble, protégeons la dignité de chaque enfant et de chaque famille.



AUCUNE EXCUSE! TOELERANCE ZERO **À l'égard de l'exploitation et des abus sexuels au Tchad**



CECI EST UN MESSAGE CONJOINT DE L'ÉQUIPE PAYS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES ET DE L'ÉQUIPE HUMANITAIRE PAYS DU TCHAD



Pour tout besoin de signalement de cas de l'Exploitation et d'Abus Sexuel contacter :

*Le/la Représentant.e / Chef.fe de Mission et/ou le Point Focal PSEA de de l'Agence/organisation Concernée
*Le numéro vert Inter-agences gratuit : **1255** ou Via l'Email confidentiel inter-agences: **PSEA-TCHAD@UN.ORG**
*Le numéro vert Gratuit de la Maison de la Femme du Tchad : **1390** pour tout cas EAS impliquant un délégué de l'Etat Tchadien.



NON
à l'Exploitation
et aux Abus
Sexuels!

**Pas de projet sans prévention
PSEA**

Un engagement pour TOUS au Tchad

FORMER le personnel	INFORMER les communautés	PROTÉGER les victimes	SUIVRE les risques

AUCUN PROJET SANS MESURES PSEA !

- ✓ Sans formation, les risques augmentent.
- ✓ Sans ressources, la prévention échoue.
- ✓ Sans engagement collectif, la protection reste incomplète.

Protégeons la dignité des communautés !



Pour tout besoin de signalement de cas de l'Exploitation et d'Abus Sexuel contacter :
 *Le/la Représentant.e / Chef.fe de Mission et/ou le Point Focal PSEA de
 l'Agence/organisation Concernée *Le numéro vert Inter-agences gratuit : 1255 ou Via
 l'Email confidentiel inter-agences: PSEA-TCHAD@UN.ORG *Le numéro vert Gratuit
 de la Maison de la Femme du Tchad : 1390 pour tout cas EAS impliquant un délégué
 de l'Etat Tchadien.